
DETAILS DES CONTACTS DE L'ORGANISATION

Direction Générale (Siège) : Rue de la Kozah – BP : 1368 Lomé TOGO
Tél : (228) 22 21 61 32 / 22 21 57 95 – Fax : (228) 22 21 37 64
Site : www.cebnet.org – Email : dg@cebnet.org

Direction Régionale Togo (DRT)
BP : 1368 Lomé TOGO
Tél : (228) 22 21 54 79 / 03 51

Direction Régionale Bénin (DRB)
BP : 537 Cotonou BENIN
Tél : (229) 21 38 06 75

Centre de Formation Professionnelle et de Perfectionnement (CFPP)
BP 537 Cotonou Bénin
Tél : (229) 21 36 00 86
Tél/Fax : (229) 21 36 00 87

Direction de la Centrale Hydroélectrique de Nangbéto
BP : 53 Atakpamè-TOGO
Tél : (228) 24 40 09 47/02 23
Fax : (228) 24 40 02 24

SOMMAIRE

SIGLES ET ACRONYMES	2
1. CADRE DES ACTIVITES	5
1.1 PRESENTATION DE LA CEB	6
1.2 NOS CHIFFRES CLES DE 2018	8
1.3 ORGANES D'ADMINISTRATION	10
1.4 EQUIPE DE DIRECTION AU 31 DECEMBRE 2018	12
1.5 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN 2018	13
1.5.1 - Evolution de l'économie mondiale en 2018	13
1.5.2 - Evolution économique en Afrique en 2018	13
1.5.3 - Evolution économique dans les pays de l'UEMOA en 2018	13
1.5.4 - Situation économique au Bénin et au Togo	14
2 ACTIVITES 2018	16
SYNTHESE DES ACTIVITES EN 2018	17
2.1 ACTIVITES DES ORGANES DELIBERANTS :	20
2.1.1 - Haut Conseil Interétatique	20
2.1.2 - Haute Autorité	22
2.2 : ACTIVITES DE L'EQUIPE DE DIRECTION	24
2.2.1 - Gestion des ressources humaines	24
2.2.2 - Gestion de la production de l'énergie	27
2.2.3 - Gestion du transport de l'énergie	29
2.2.4 - Gestion des projets	35
3 - ETATS FINANCIERS	46
3.1 BILAN PRO FORMA 2017	47
3.2 BILAN ACTIF-PASSIF 2018	50
3.3 : COMPTE DE RESULTAT	55
3.4 : NOTES ET COMMENTAIRES AUX ETATS FINANCIERS	58
4 POINT D'EXECUTION DU BUDGET 2018	92
4.1 REVUE DES HYPOTHESES DE BASE DU BUDGET 2018	93
4.2 BUDGET D'EXPLOITATION	94
4.3 BUDGET DES INVESTISSEMENTS	96

SIGLES ET ACRONYMES

AFD	:	Agence Française de Développement
BEI	:	Banque Européenne d'Investissement
BIDC	:	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
VRA	:	Volta River Authority
WAPP	:	West African Power Pool (EEEEOA)
BID	:	Banque Islamique de Développement
BM	:	Banque Mondiale
BOAD	:	Banque Ouest Africaine de Développement
BOO	:	Build Own Operate
CEB	:	Communauté Electrique du Bénin
CEDEAO	:	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CFPP	:	Centre de Formation Professionnelle et de Perfectionnement
DM	:	Direction des Marchés
DARH	:	Direction de l'Administration et des Ressources Humaines
DCGIS	:	Direction du Contrôle de Gestion de l'Informatique et de la Statistique
DCN	:	Direction de la Centrale de Nangbéto
DT	:	Direction Techniquek
DFC	:	Direction des finances et de la Comptabilité
DEPP	:	Direction des Etudes de la Planification et des Projets
EEEEOA (WAPP)	:	Système d'Echange d'Energie Electrique Ouest Africain
GG	:	Générateur de Gaz
GRIDCo	:	Ghana Grid Company Ltd
GWh	:	Gigawattheure
IPP	:	Independent Power Pro.ducer
kWh	:	kilowattheure
MT	:	Moyenne Tension
NIGELEC	:	Société Nigérienne d'Electricité
MWh	:	Megawattheure
PHCN	:	Power Holding Company of Nigeria
PFSE	:	Projet de Fourniture des Services d'Electricité
SPTC	:	Service de la Production Thermique de Cotonou
SPTL	:	Service de la Production Thermique de Lomé

TAG	:	Turbine à Gaz
TCN	:	Transport Company of Nigeria
TT	:	Transformateur de Tension
UPDEA	:	Union des Producteurs, Transporteurs et Distributeurs d'Energie Electrique en Afrique

LISTES DES TABLEAUX

Tableau 1: Chiffres clés de l'exercice 2018.....	8
Tableau 2 : Composition du Haut Conseil Inter-Etatique	10
Tableau 3 : Composition de la Haute Autorité	11
Tableau 4 : Commissaires aux Comptes et Conseillers Juridiques	11
Tableau 5 : Equipe de Direction de la CEB	12
Tableau 6 : Effectif par groupe socioprofessionnel et par sexe	24
Tableau 7 : Effectif par fonction.....	24
Tableau 8 : Effectif par unité.....	25
Tableau 9 : Contrat de travail 2018	25
Tableau 10 : Production des TAGs CEB	28
Tableau 11 : Production SBEE, CEET et WACEM	28
Tableau 12 : Achat d'énergie 2017 et 2018.....	29
Tableau 13 : Sources de couverture de la demande (KWh) pour 2017 et 2018	30
Tableau 14 : Vente d'énergie en KWh par client	32

LISTE DES GRAPHIQUES

Figure 1 Production et achat d'énergie 2018	31
Figure 2 : Vente d'énergie électrique en 2018	33
Figure 3 Actif Bilan proforma au 31/12/2017.....	48
Figure 4 Passif Bilan proforma au 31/12/2017	49
Figure 5: Actif Bilan au 21/12/2018.....	51
Figure 6: Evolution des grandes masses, actif passif de 2017 à 2018.....	52
Figure 7: Bilan au 31/12/18.....	53
Figure 8: Evolution des grandes masses du bilan-passif de 2017 à 2018.....	54
Figure 9:Compte de résultat au 31/12/18.....	56
Figure 10: Evolution des soldes intermédiaires de gestion de 2017 à 2019.....	57
Figure 11: Résumé des comptes retraités	Erreur ! Signet non défini.
Figure 12: Immobilisations incorporelles.....	Erreur ! Signet non défini.
Figure 13: Immobilisations corporelles.....	Erreur ! Signet non défini.
Figure 14 : variation intervenues dans les immobilisations corporelles	Erreur ! Signet non défini.
Figure 15 : Détail actif circulant	Erreur ! Signet non défini.
Figure 16: Evolution des stocks entre 2017 et 2018	Erreur ! Signet non défini.
Figure 17: Evolution des avances et acomptes sur fournisseurs.....	Erreur ! Signet non défini.

1. CADRE DES ACTIVITES

1.1 Présentation de La CEB

La Communauté Electrique du Bénin (CEB) est un Organisme International à caractère public. Elle a été instituée par l'Accord International et le Code Bénino-Togolais de l'Electricité du 27 juillet 1968 révisé le 23 décembre 2003.

Aux termes de l'accord en vigueur au 31 décembre 2018, la Communauté Electrique du Bénin exerce, sur l'ensemble des territoires des deux Etats, l'exclusivité des activités de transport.

Conformément à l'article L33 du Code Bénino-Togolais de l'électricité, la CEB a pour missions :

- de réaliser et d'exploiter selon les règles appliquées par les sociétés industrielles et commerciales, des installations de production d'énergie électrique pour les besoins des deux Etats ;
- de réaliser et d'exploiter selon les règles appliquées par les sociétés industrielles et commerciales, les installations de transport de l'énergie électrique sur l'ensemble des territoires des deux Etats en qualité de transporteur exclusif ;
- de conclure, en cas de nécessité, avec les pays voisins des deux Etats, des accords relatifs à l'importation de l'énergie électrique, chacun des deux Etats s'engageant à ne conclure aucun accord séparé d'importation d'énergie électrique ;
- de conclure, en cas de nécessité, des accords d'exportation de l'énergie électrique excédentaire avec les pays voisins des deux Etats ;
- de conclure, en cas de nécessité, avec les pays voisins des deux Etats, des accords de transit de l'énergie électrique ;
- d'assurer, grâce à son Centre de Formation Professionnelle et de Perfectionnement, la sélection, la formation et le perfectionnement au profit des entreprises des deux Etats sans exclusive ;
- de planifier la production et le transport de l'énergie électrique en liaison avec les ministères en charge de l'énergie électrique pour les besoins des deux Etats ;
- d'exercer au profit des deux Etats, les missions de centre de réparation et d'entretien, de centrale d'achat de matériel et d'équipements et de bureau

d'études et d'ingénierie, étant entendu que ces missions n'ont pas un caractère obligatoire pour la Communauté Electrique du Bénin (CEB).

1.2 Nos chiffres clés de 2018

Tableau 1: Chiffres clés de l'exercice 2018

<p>Un accroissement de la demande sur le réseau interconnecté passant de</p> <p>2 947,550 GWh en 2017 à 3 015,972 GWh en 2018</p>	
	<p>Une hausse du chiffre d'affaires de</p> <p>124,046 milliards de FCFA en 2018 contre 103,673 milliards de FCFA en 2017</p>
<p>Un bénéfice net passant de</p> <p>- 2,796 milliards de FCFA en 2017 à 6,539 milliards de FCFA en 2018</p>	
	<p>Une autoproduction d'électricité en baisse passant à</p> <p>268,935 GWh contre 472,761 GWh en 2017</p>
<p>Une hausse d'approvisionnement en énergie passant de</p> <p>1 453,167 à 1 843,227 GWh en 2018</p>	
	<p>Une hausse des ventes d'énergie aux deux états passant de</p> <p>1750,848 à 1916,753 GWh en 2018</p>
<p>Une augmentation du taux de perte passant à</p> <p>6,31% contre 5,78% en 2017</p>	
	<p>Une augmentation de la pointe annuelle passant de</p> <p>444,84 à 454,93 MW en 2018</p>

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS **DE L'ANNEE 2018**

- La célébration du cinquantenaire de la CEB marquée par des réflexions sur les options de réforme de la CEB en se basant sur le bilan de ses cinquante années d'activités, le contexte de son environnement actuel et les perspectives pour maintenir l'institution en affaire.

- L'instauration d'un tarif de rémunération des prestations de transit de l'énergie électrique par le réseau interconnecté de la CEB par décision n°001/CEB/HCIE/2018 du 03 avril 2018, sur proposition de la Haute Autorité.

- L'organisation le 27 novembre 2018 à Lomé du sommet des chefs d'Etats de la Communauté.

- Le changement de l'objet social de la CEB décidé au sommet des Chefs d'Etats le 27 novembre 2018 pour compter du 1^{er} Janvier 2019.

1.3 Organes d'administration

La CEB est administrée par :

- un Haut Conseil Inter-Etatique (HCIE) composé de huit (8) ministres, membres désignés à raison de quatre (4) par le gouvernement de chacun des deux Etats ;
- une Haute Autorité (HA) composée de dix (10) membres à raison de cinq (5) membres par Etat,
- une Direction Générale composée d'un Directeur Général et d'un Directeur Général Adjoint.

La CEB dispose en outre de deux (2) Commissaires aux Comptes et de deux (2) Conseillers Juridiques à raison d'un Commissaire aux Comptes et d'un Conseiller par Etat.

La liste des membres des différents organes se présente comme suit :

Tableau 2 : Composition du Haut Conseil Inter-Etatique

BENIN	TOGO
PRESIDENTS	
<u>Dona Jean-Claude HOUSSOU</u> Ministre de l'Energie	<u>Dèdèriwè ABLY- BIDAMON</u> Ministre des Mines et de l'Energie
MEMBRES	
<u>Abdoulaye Bio TCHANE</u> Ministre d'Etat, chargé du Plan et du Développement	<u>Kossi ASSIMAÏDOU</u> Ministre de la Planification du Développement
<u>Aurélien AGBENONCI</u> Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération	<u>Robert DUSSEY</u> Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine
<u>Romuald WADAGNI</u> Ministre de l'Economie et des Finances	<u>Sani YAYA</u> Ministre de l'Economie et des Finances

Tableau 3 : Composition de la Haute Autorité

BENIN	TOGO
PRESIDENTS	
<u>Armand S. Raoul DAKEHOUN</u> Directeur de Cabinet du Ministre de l'Energie	<u>Tchamdja ANDJO</u> Représentant du Ministre des Mines et de l'Energie
MEMBRES	
<u>Rufino S. d'ALMEIDA</u> Directeur de Cabinet du Ministre du Plan et du Développement	<u>Essohanam EDJEOU</u> Directeur de Cabinet Ministère de la Planification du Développement
<u>Gilles GUERARD</u> Directeur Général CAA Ministère de l'Economie et des Finances	<u>Awima A.S. OUTCHANTCHA</u> Conseiller du Ministre de l'Economie et des Finances
<u>Norbert B. KANHOUNON</u> Secrétaire Général, Ministère du Travail et de la Fonction Publique	<u>Mawusi k. DOUAMENYO</u> Directeur Général du Travail et des Lois Sociales Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale
<u>Jean-Marie N. DANDOGA</u> Directeur de Cabinet du Ministre de l'Industrie, et du Commerce	<u>Bilakimwé FEOU</u> Directeur de l'Industrie Ministère de l'Industrie, de la Zone Franche et des Innovations Technologiques

Tableau 4 : Commissaires aux Comptes et Conseillers Juridiques

BENIN	TOGO
<u>Armand FANDOHAN</u> Expert-Comptable	<u>Momboza HALAOUI</u> Expert-Comptable
BENIN	TOGO
<u>Mahoussi AMOUSSOU</u> Conseillère Technique Juridique du Ministre de l'Energie, de l'Eau et des Mines Conseillère Juridique de la CEB.	<u>Kodjo WOAYI</u> Secrétaire Général de la Cour Suprême Conseiller Juridique de la CEB.

1.4 Equipe de Direction au 31 décembre 2018

Tableau 5 : Equipe de Direction de la CEB

Karimou CHABI SIKA Directeur Général	
Katari FOLI BAZI, Directeur Général Adjoint	
LES DIRECTEURS CENTRAUX, CONSEILLERS ET INSPECTEURS TECHNIQUES	
Koffi NABROULABA Directeur des Finances et de la Comptabilité	Yawo BLU Conseiller du Directeur Général
Mawuena MEDEWOU Directeur de l'Administration et des Ressources Humaines	G. Maxime DIDAVI Conseiller du Directeur Général
Jean-Luc A. GBAGUIDI Directeur du Contrôle de Gestion de l'Informatique et de la Statistique	Antoine AKEMAKOU Inspecteur des Services Techniques
Patamasname AGNEKETHOM Directeur des Etudes de la Planification et des Projets	Alain GANGBE Inspecteur des Services Techniques
Norbert KINDADOUSI Directeur Technique	Salifou ADAMOU ZIME N. Inspecteur des Services Techniques
Soumanou WADE DOUKAGO Y. Directeur des Marchés	Ali TCHAA Inspecteur des Services Techniques

1.5 Environnement économique en 2018

1.5.1 - Evolution de l'économie mondiale en 2018

Selon le FMI, la croissance mondiale en 2018 est estimée à 3,7%¹, malgré des signes de ralentissement pendant le second semestre de 2018, ayant entraîné des révisions à la baisse dans plusieurs pays notamment en Europe et en Asie.

Bien que l'annonce, le 1er décembre, de la suspension des augmentations de droits de douane pendant 90 jours dans le différend commercial entre les États-Unis et la Chine soit la bienvenue, la reprise possible des tensions au printemps jette une ombre sur les perspectives de l'économie mondiale.

Dans les pays avancés, les conditions financières se sont durcies depuis l'automne. Les valorisations des actions, tendues dans certains pays, ont été réduites par une baisse de l'optimisme quant aux perspectives de bénéfices dans un contexte de tensions commerciales croissantes et d'anticipations de ralentissement de la croissance mondiale. Dans les pays émergents, les conditions financières se sont légèrement durcies depuis l'automne, avec des différences notables en fonction de facteurs propres à chaque pays. Les indices boursiers des pays émergents ont chuté au cours de cette période, sur fond d'escalade des tensions commerciales et d'augmentation de l'aversion pour le risque.

1.5.2 - Evolution économique en Afrique en 2018

En Afrique subsaharienne, la croissance passerait de 2,7% en 2017 à 3,1% en 2018, sous l'effet d'un redressement de la production de pétrole du Nigéria dans un contexte d'orientation des cours, les pressions inflationnistes se sont généralement atténuées. L'inflation annuelle ressortirait à 8,6% en 2018, contre 11% en 2017.

1.5.3 - Evolution économique dans les pays de l'UEMOA en 2018

Les bonnes performances observées depuis 2012 au niveau de l'UEMOA se poursuivraient en 2018 avec un taux de croissance de 6,6%² comme en 2017, sous l'impulsion de l'ensemble des secteurs d'activité. La progression du secteur primaire s'expliquerait par les actions d'amélioration des productions agricoles qui profiteraient des conditions climatiques favorables et de la poursuite des efforts d'investissement dans

¹ Perspectives de l'économie mondiale-Mise à jour du 21 janvier 2019

² Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale UEMOA décembre 2018

le cadre de la mise en œuvre des programmes nationaux de développement agricole dans les Etats membres.

Au niveau du secteur secondaire, le dynamisme se maintiendrait, sous l'effet de la poursuite de la mise en œuvre des projets d'infrastructures structurants et des industries extractives. Le secteur tertiaire profiterait du développement des activités de transport, de commerce, de communication et des services bancaires.

Tous les États membres, à l'exception du Niger, respecteraient la norme communautaire en matière d'inflation.

1.5.4 - Situation économique au Bénin et au Togo

Pour 2018, au Bénin, les indicateurs conjoncturels confirment une bonne orientation des activités économiques. Ainsi, la prévision de la croissance économique a été revue à la hausse. Elle affiche un taux de 6,8%³ contre une prévision initiale de 6,0% et une estimation de 5,8% en 2017.

L'inflation a été contenue dans la limite des 3,0% fixée dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein des Etats membre de l'UEMOA.

L'économie poursuit son accélération, portée par la mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2016-2021 intitulé « Bénin révélé ».

Dans ce cadre l'Etat continuera d'orienter sa politique vers l'investissement en recourant de plus en plus aux Partenariats – Publics – Privés afin de maintenir élever le rythme de la croissance économique.

Au Togo, la croissance économique s'est accélérée en 2018 pour atteindre 4,7%⁴. Cette reprise a été soutenue principalement par le rebond de l'industrie extractive et la poursuite de l'expansion du secteur agricole.

En moyenne, l'inflation y est passée de -0,7% en 2017 à +0,8 % en 2018, soutenue par un raffermissement de la demande intérieure et la hausse des prix internationaux de pétrole.

Les perspectives de développement énoncés dans le Plan National de Développement (PND) 2018-2022 seront essentiellement portées par le développement des secteurs à

³ Rapport Economique et financier 2019-DGAE Bénin

⁴ Banque Mondiale : Togo-vue d'ensemble mise à jour 08 mars 2019

fort potentiel de croissance dont l'agro-industrie, le renforcement des infrastructures économiques, la consolidation des services sociaux essentiels dans les secteurs de la santé, de l'eau et de l'énergie, la promotion de l'inclusion financière, de l'égalité hommes-femmes et de la protection sociale et environnementale, et la promotion d'un développement plus durable, équilibré et participatif.

2 ACTIVITES 2018

SYNTHESE DES ACTIVITES EN 2018

L'année 2018 a été particulièrement marquée par une réforme structurelle de la Communauté Electrique du Bénin (CEB) ceci pour faire face à un environnement conjoncturel de plus en plus défavorable pour l'entreprise, au regard de la situation financière qu'elle traverse de façon récurrente.

Des actions entreprises, il ressort, conformément à nos différents axes d'interventions les résultats sommaires ci-dessous :

(i) Exploitation du réseau interconnecté de la CEB : le contexte d'approvisionnement en énergie électrique au titre de l'exercice 2018 a été plus favorable que celui de l'année 2017.

En effet, La demande en énergie satisfaite sur le réseau interconnecté en 2018 a connu un léger accroissement de **2,32%** passant de **2 947,550 GWh** en **2017** à **3 015,972 GWh** en **2018** (demande intégrant les productions propres de la SBEE, CEET, CGT, WACEM et l'importation SBEE de PARAS).

Il est noté également une augmentation de l'importation d'énergie venant de la VRA/GRIDCo et de la TCN. Cette augmentation de l'énergie venant du côté du Nigéria a permis de suppléer le déficit de production des TAGs.

Sur la période de référence l'exploitation du réseau s'est heurtée à des disfonctionnements qui se résument par les statistiques et évènements suivants :

- les taux de disponibilité des lignes d'interconnexion sont de 99,47% du côté de la VRA et 99,14% du côté de la TCN ;
- la TAG Lomé port a connu une panne sur le dispositif de vibration alternateur depuis le 10 février 2018 à 02 h 58 ;
- le transformateur de puissance TA de MOME-HAGOU a été retiré de l'exploitation depuis la panne du régleur de prise en charge le 16 Avril 2018 à 15h14.

Pour ce qui relève des statistiques d'exploitation, le système électrique de la communauté a enregistré sept (**07**) interruptions venant de la VRA/GRIDCo ce qui a engendré une énergie non livrée d'environ **290,40 MWh** (contre 08 interruptions pour une énergie non livrée de 1,309 en 2017). Du côté de la TCN le nombre d'interruptions est de

vingt-six (26) ce qui a engendré une énergie non livrée de **16 663,40 MWh** (contre 46 interruptions pour une énergie non livrée de 20,155 MWh en 2017).

(ii) Mise en œuvre des projets de développement des infrastructures de transport et de production : en ce qui concerne ce volet des activités, il faut noter globalement que des actions conjointes ont été engagées par la CEB et les Gouvernements du Bénin et du Togo en vue de :

- maintenir les prestations de l'ingénieur conseil pour élaborer ; (i) le DAO et superviser les travaux de réhabilitation du barrage hydroélectrique de Nangbéto ; (ii) l'avant-projet détaillé, l'allotissement et les Dossiers d'Appel d'Offres du projet de l'interconnexion 161 kV Kara-Mango-Dapaong-Mandouri et postes associés ; (iii) le DAO pour l'interconnexion de la dorsale Nord 330 kV Nigeria-Niger-Togo/Bénin-Burkina Faso ;
- accompagner les différentes entreprises pour finaliser et mettre en service les lignes 161 kV ou 330 kV : (i) Onigbolo-Parakou et Sakété Porto Novo ; Ghana-Togo-Bénin ; (iii) Bembèrèkè-Kandi-Malanville et des postes de Kandi et de Malanville ;
- achever les travaux d'extension des postes pour (i) alimenter Lomé Container Terminal (LCT) ; (ii) raccorder l'usine de SCANTOGO au réseau de la CEB ; (iii) renforcer la fourniture au niveau du Port Autonome de Cotonou. Pour ce qui concerne le projet Adjarala, les travaux préparatoires entrepris par la société Chinoise SINOHYDRO sur le site du barrage ont été suspendus conformément à la décision de la Haute Autorité ;

(iii) Au chapitre de la gestion financière de l'entreprise : les activités de l'exercice clos au 31 décembre 2018 ont enregistré un bénéfice significatif. En effet, le résultat net est bénéficiaire de **6 539 millions** de francs CFA contre un déficit de 2 796 millions de francs CFA en 2017. Cette nette amélioration du résultat provient principalement :

- de l'augmentation significative des volumes d'énergie importée de la TCN dans un contexte de baisse des prix d'achat (6,883 US cents par KWh en 2018 contre 7,302 US cents par KWh en 2017) grâce aux économies d'échelle ;
- de l'augmentation significative des volumes d'énergie importée de la VRA dans un contexte de baisse des prix d'achat (7,9 US cents par KWh en 2018 contre 8,879 US cents par KWh en 2017) compte tenu de la renégociation des conditions d'approvisionnement ;

-
- de la réduction significative de l'énergie thermique produite par les TAGs au profit des importations en provenance de la VRA et de la TCN (72,7 GWh en 2018 contre 265,9 GWh en 2017) ;
 - de l'abandon de l'énergie importée de la CIE la source la plus chère environ 75 FCFA par KWh ;
 - de la tarification du transit de l'énergie en vue d'absorber les surcoûts induit supportés par la CEB notamment les pertes techniques et les autres coûts liés au service de transit.

2.1 Activités des Organes délibérants :

2.1.1 - Haut Conseil Interétatique

Dans le cadre de ses activités et conformément aux dispositions du code Bénino-togolais de l'électricité, le Haut Conseil Interétatique (HCIE) a tenu huit (8) réunions au cours de l'exercice 2018.

La 91^{ième} réunion a eu lieu, le vendredi 2 février 2018, dans la salle de réunion de la Direction Générale de la CEB à Lomé avec pour ordre du jour :

1. examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 90^{ième} réunion ;
2. difficultés d'adoption du budget de la CEB, exercice 2018 : approches de solution ;
3. prorogation de la dérogation accordée aux Etats pour l'importation de l'énergie électrique
4. questions diverses.

La 92^{ième} réunion a eu lieu le mardi 20 mars 2018, dans la salle de réunion de la Direction Régionale Bénin à Cotonou avec pour ordre du jour :

1. examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 91^{ième} réunion ;
2. poursuite de l'examen des difficultés d'adoption du budget de la CEB, exercice 2018 : approches de solution ;
3. poursuite de l'examen de la prorogation de la dérogation accordée aux Etats pour l'importation de l'énergie électrique ;
4. questions diverses.

La 93^{ième} réunion, a eu lieu le mercredi 03 avril 2018, dans la salle de réunion de la Direction Générale de la CEB à Lomé avec pour ordre du jour :

1. examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 92^e réunion ;
2. poursuite de l'examen des difficultés d'adoption du budget de la CEB, exercice 2018 : approches de solutions.
3. divers
 - 3.1 préparatifs de la célébration du cinquantenaire de la CEB ;
 - 3.2 état d'avancement du projet de réhabilitation de la centrale de Nangbéto ;

-
- 3.3 état d'avancement du volet télécoms du projet de construction de la ligne 330 kV ;
 - 3.4 dispositions prises par la CEB pour assurer la sécurité de l'approvisionnement de l'énergie électrique après la chute des pylônes sur la ligne Lomé-Momé-Hagou ;
 - 3.5 Sécurisation n-1 des transformateurs.
 - 3.6 autres divers.
 - 3.6.1 plafonnement de l'importation de l'énergie du Ghana ;
 - 3.6.2 poursuite des discussions avec la CEET sur l'augmentation de l'importation de l'énergie de la VRA ;
 - 3.6.3 dossier du bassin de la Volta ;
 - 3.6.4 affaire NOCIBE.

La 94^{ième} réunion a eu lieu, le mardi 24 juillet 2018, dans la salle de réunion de la Direction Régionale Bénin à Cotonou avec pour ordre du jour :

1. examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 93^{ième} réunion ;
2. situation des dettes et créances de la CEB : dispositions à prendre face à la sommation faite à la CEB par la TCN ;
3. compte rendu de l'étude des options de réforme de la CEB ;
4. préparatifs du cinquantenaire de la CEB ;
5. questions diverses.

La 95^{ième} réunion a eu lieu, le vendredi 09 novembre 2018, dans la salle de réunion de la Direction Générale de la CEB à Lomé avec pour ordre du jour :

1. examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 94^{ième} réunion ;
2. examen et approbation des comptes de la CEB :
 - présentation du rapport de gestion de la Haute Autorité-exercice 2017 ;
 - présentation des rapports (général et spécial) des Commissaires aux Comptes ;
3. questions diverses.

La 96^{ième} réunion a eu lieu, le mercredi 14 novembre 2018, dans la salle de réunion de la Direction Générale de la CEB à Lomé avec pour ordre du jour :

1. examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 95^{ième} réunion ;
2. présentation de l'analyse financière en vue d'une restructuration de la CEB par le Cabinet NODALIS ;

3. questions diverses.

La 97^{ième} réunion a eu lieu, le lundi 26 novembre 2018, dans la salle de réunion de la Direction Générale de la CEB à Lomé avec pour ordre du jour :

1. examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 96^{ième} réunion ;
2. préparation du Sommet des chefs d'Etat
3. questions diverses

La 98^{ième} réunion a eu lieu, le vendredi 28 décembre 2018, dans la salle de réunion de la Direction Régionale Bénin à Cotonou avec pour ordre du jour :

1. examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 97^{ième} réunion ;
2. point de la mise en œuvre des décisions du sommet des Chefs d'Etat du Bénin et du Togo sur la CEB ;
3. questions diverses.

2.1.2 - Haute Autorité

Six (6) réunions ont marqué les activités de la Haute Autorité au cours de l'année 2018. Il s'agit de :

La 166^{ème} réunion tenue le vendredi 19 janvier 2018 dans la salle de réunion de la Direction Régionale Bénin, avec pour ordre du jour :

1. examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 165^{ième} réunion ;
2. note de présentation sur la tarification du transport ;
3. étude et adoption du projet de budget de la CEB, exercice 2018 ;
4. questions diverses.

La 167^{ème} réunion tenue le mardi 27 mars 2018 dans la salle de réunion de la Direction Générale de la CEB à Lomé, avec pour ordre du jour :

1. examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 166^{ème} réunion ;
2. poursuite de l'examen des difficultés d'adoption du budget de la CEB exercice 2018 : approches de solutions ;
3. questions diverses.

La 168^{ème} réunion tenue le mardi 10 Avril 2018 dans la salle de réunion de la Direction Régionale Bénin à Cotonou, avec pour ordre du jour :

1. examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 167^{ème} réunion ;
2. Examen et adoption du budget de la CEB exercice 2018 ;
3. questions diverses.

La 169^{ème} réunion tenue le mardi 03 juillet 2018 dans la salle de réunion de la Direction Générale de la CEB à Lomé, avec pour ordre du jour :

1. présentation des conclusions de « l'étude sur les options de reformes de la CEB », phase 1 ;
2. examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 168^è, réunion ;
3. préparatifs du cinquantenaire de la CEB ;
4. questions diverses.

La 170^{ème} réunion tenue le vendredi 31 Août 2018 dans la salle de réunion de la Direction Régionale Bénin à Cotonou, avec pour ordre du jour :

1. examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 169^{ème} réunion ;
2. examen et adoption des comptes de la CEB de l'exercice clos au 31 décembre 2017 ;
3. questions diverses.

La 171^{ème} réunion tenue le mercredi 21 Novembre 2018 dans la salle de réunion de la Direction Générale de la CEB à Lomé, avec pour ordre du jour :

1. examen et adoption du résumé des délibérations et du procès-verbal de la 170^è réunion ;
2. rapport sur les options de réforme de la CEB : présentation des conclusions de l'analyse complémentaire et proposition au HCIE ;
3. présentation du projet de Note aux chefs d'Etat ;
4. questions diverses.

2.2 : Activités de l'équipe de direction

2.2.1 - Gestion des ressources humaines

L'effectif du personnel de la CEB au 31 décembre 2018 est de quatre cent quatre-vingt et un (**481**) agents répartis par groupe socioprofessionnel, par fonction et par unité ainsi qu'il suit :

Tableau 6 : Effectif par groupe socioprofessionnel et par sexe

N°		GROUPES/ SEXE	EFFECTIF	PART %
1		Cadres	59	12%
	-	- Hommes	52	11%
		- Femmes	7	1%
2		Maîtrises	178	37%
	-	- Hommes	147	31%
		- Femmes	31	67%
		Exécutions	244	51%
3	-	- Hommes	228	47%
		- Femmes	16	3%
		TOTAL	481	100%

Tableau 7 : Effectif par fonction

N°	FONCTIONS	EFFECTIF	OBSERVATIONS
1	Directeurs Généraux	02	DG, DGA
2	Directeurs Centraux	06	DCGIS; DARH; DFC; DEPP; DT; DM
3	Conseillers	02	
4	Inspecteurs des Services T	04	
5	Directeurs Régionaux	04	DRB ; DRT ; DCN ; CFPP
6	Chefs de Services	31	
7	Chef de Divisions	32	
8	Chef de sections	38	

Tableau 8 : Effectif par unité

N	UNITES	EFFECTIF	PART %	LOCALISATION
1	Siège de la CEB	149	31%	Lomé/Togo
2	Direction Régionale Togo (DRT+CTL)	128	27%	Lomé/Togo
3	Direction Régionale Bénin (DRB+ CTC)	140	29%	Cotonou/Bénin
4	Direction de la Centrale de Nangbéto (DCN)	47	10%	Nangbéto/Togo
5	Centre de Formation Professionnel et de Perfectionnement (CFPP)	17	3%	Abomey – Calavi/Bénin
	TOTAL	481	100%	

2.2.1.4 Mouvements du personnel

2.2.1.4.1 Les entrées

Les entrées sont relatives aux recrutements en vue de pallier l'insuffisance d'effectifs dans les diverses branches d'activités de la CEB. Elles concernent les Contrats à Durée Indéterminée (CDI) d'une part et les Contrats à Durée Déterminée (CDD) d'autre part. Ainsi, quarante-trois (43) agents ont été recrutés, toutes catégories confondues (Cf. Tableau 9).

► Les Contrats à Durée Indéterminée (CDI)

Vingt-deux (22) agents d'exécution ont été engagés (cf. Tableau 9).

► Les Contrats à Durée Déterminée (CDD)

La CEB a recruté vingt-et-un (21) agents en CDD comme le montre le tableau 9.

Tableau 9 : Contrat de travail 2018

N°	GROUPE SOCIO - PROFESSIONNEL	EFFECTIF	STATUT	OBSERVATIONS
1	Agent d'exécution	22	CDI	22 agents d'exécution
2	Agent d'exécution	21	CDD	
	TOTAL	43		43 recrutements au total

2.2.1.4.2 Les sorties

En 2018, la CEB a enregistré quatre (04) décès, un (01) détaché, huit (08) départs à la retraite dont un par anticipation, une (01) démission.

2.2.1.5 Renforcement des capacités

En vue d'atteindre un niveau de performance et d'efficacité dans la production et le transport de l'énergie électrique, la CEB a procédé à des formations au cours de l'année 2018.

Le plan de formation 2018 a été consacré essentiellement à la formation de groupe. Au total 195 agents ont été formés sur ressources propres de la CEB.

2.2.2 - Gestion de la production de l'énergie

L'énergie totale produite en 2018 au niveau Communautaire, s'est établie à 1 172,743 GWh dont 268,935 GWh par la CEB et 903,808 GWh par toutes les autres sources confondues (contre 1 494,383 GWh dont 472, 762 GWh par la CEB et 1 021,621 GWh par toutes les autres sources confondues en 2017). Ainsi, l'ensemble de cette énergie provient des parcs de production de la CEB de la CEET, CGT, SBEE, AGGREKO et de WACEM.

En matière d'autoproduction, il faut remarquer que la production propre de la CEB a connu une baisse sensible passant de 472,762 GWh en 2017 à 268,935 GWh, soit une diminution de **43,11%**.

Cette baisse substantielle de la production propre de la CEB en 2018 est essentiellement imputable d'une part à la baisse de la production relevée au niveau du barrage de Nangbéto (196,217Gwh en 2018 contre 206,795 Gwh en 2017) et d'autre part à l'indisponibilité temporaire des TAGs pour cause de nécessité de maintenance.

2.2.2.1 Production de source hydraulique

La production de l'année 2018 à la Centrale Hydroélectrique de Nangbéto, s'élève à **196,217 GWh** contre **206,795 GWh** en 2017, soit une baisse de **5,12%** par rapport à l'année précédente.

Cette production 2018 de la centrale de Nangbéto occupe le 11^{ième} rang sur 32 années de production depuis la mise en service de la centrale.

La vidange et le remplissage de la digue (Côte en mètre sur mer) qui ont permis cette production en 2018 se présentent comme suit :

- Côte de la retenue au 1er Janvier 2018 à 0 h : 140,39
- Côte minimale atteinte le 01 Juillet 2018 à 00 h : 132,22
- Côte maximale atteinte le 10 Septembre 2018 à 00 h : 143,33
- Côte de la retenue le 31 Décembre 2018 à 24 h : 140,18

Le volume apport de l'année s'élève à **3 462,368 Mm³**. L'année hydrologique 2018 se classe au 12^{ième} rang sur les 32 années d'apports hydrologiques.

2.2.2.2 Production de sources thermiques

Les énergies totales produites par les centrales thermiques sont présentées comme suit :

Tableau 10 : Production des TAGs CEB

UNITE	ENERGIE PRODUITE (GWH) 2018	ENERGIE PRODUITE (GWH) 2017	HEURE DE MARCHE (H)	PUISSANCE MAXIMALE (MW)
TAG - LOME	10,027	126,044	551,1	21,09
TAG - MAG	62,692	139,922	3 082	23,38

Le niveau de cette production des Turbines s'explique substantiellement par :

- (i) l'arrêt de la TAG Lomé depuis le 10 février 2018 ;
- (ii) la réduction du rythme de sollicitation de la TAG Maria-Gleta pour défaut d'approvisionnement en pièces de rechange.

2.2.2.3 Consommation des combustibles

Les TAGs ont tourné essentiellement au gaz au cours de l'année 2018. Ainsi :

- la Production de la TAG de Lomé Port a nécessité une consommation annuelle de 112 574 MBTU de gaz en 2018 contre 1 957 321,12 MBTU de gaz en 2017 ;
- Au niveau de la TAG de Maria Gléta la production la consommation en est de 689 072 MBTU contre 2 108 352,809 MBTU en 2017.

2.2.2.4 Production Clients

La production des clients à l'exception de WACEM s'est considérablement réduite pour s'établir à 21,28 GWh soit une baisse de 81 % par rapport à 2017. Elle se répartit respectivement comme suit :

Tableau 11 : Production SBEE, CEET et WACEM

CLIENT	ANNEE		Taux d'accroissement
	2017	2018	
SBEE	88,983	2,33	-97%
CEET	20,059	9,79	-51%
WACEM	5,389	9,16	70%
TOTAL	114,431	21 ,28	-81%

2.2.3 - Gestion du transport de l'énergie

2.2.3.1 Achats d'Énergie

Les achats d'énergie en 2018, concernent uniquement les importations. L'énergie achetée est de **1 843,227** GWh contre **1 453,167** GWh en 2017, soit une augmentation de 26,84%.

Tableau 12 : Achat d'énergie 2017 et 2018

	EN QUANTITE (GWh)		
	2017	2018	Taux d'accroissement
VRA	213,516	384,950	80,29%
ECG	4,63	0	-100%
CIE	73,003	0,00	-100,00%
TCN	1 162,02	1 458,277	25,50%
TOTAL	1 453,169	1 843,227	26,84%

Le montant total des achats d'énergie s'élève à 77,184 milliards en 2018 contre 69,161 milliards de francs CFA en 2017 soit une augmentation de 12 %.

2.2.3.2 Mouvements d'énergie

Le bilan des énergies et des puissances enregistrées à travers les achats, la production et la vente d'énergie effectuées en 2018 se présente comme suit :

2.2.3.2.1 : Approvisionnement en énergie (offre)

Le bilan des énergies et des puissances enregistrées sur le réseau de la CEB au cours de l'exercice 2018 est présenté dans le tableau ci-après

:

Tableau 13 : Sources de couverture de la demande (KWh) pour 2017 et 2018

SOURCES D'APPROVISIONNEMENT	2017		2018		Evolution 2017-2018
	kWh	%	kWh	%	
IMPORTATIONS					
ACHAT VRA	213 515 513	7,24%	384 950 331	12,76%	80,29%
ACHAT CIE (ABOBO)	73 003 150	2,48%	0	0,00%	-100,00%
ACHAT ECG	4 628 751	0,16%	0	0,00%	-100,00%
ACHAT TCN	1 162 019 942	39,42%	1 458 277 206	48,33%	25,50%
TOTAL ACHAT	1 453 167 356	49,30%	1 843 227 537	61,09%	26,84%
SOURCES INTERNES CEB					
PROD.NANGBETO	206 795 000	7,02%	196 217 000	6,50%	-5,12%
PROD.TAG-LPO	126 044 400	4,28%	10 026 800	0,33%	-92,05%
PRD. TAG MARIA GLETA	139 922 300	4,75%	62 691 900	2,08%	-55,20%
TOTAL PROD.CEB	472 761 700	16,04%	268 935 700	8,91%	-43,11%
SOURCE IPP					
PROD.CGT	431 859 594	14,65%	358 730 000	11,89%	-16,93%
PROD.AGGREKO	25 725 122	0,87%	9 234 742	0,31%	-64,10%
ACHAT PARAS	449 605 757	15,25%	514 558 795	17,05%	14,45%
TOTAL PROD. IPP	907 190 473	30,78%	882 523 537	29,25%	-2,72%
SOURCE INTERNES CLIENTS					
PROD. CEET	20 058 956	0,68%	9 789 725	0,32%	-51,20%
PROD.SBEE	88 982 692	3,02%	2 334 303	0,08%	-97,38%
PROD.WACEM	5 389 250	0,18%	9 161 218	0,30%	69,99%
TOTAL INTERNES CLIENTS	1 021 621 371	34,66%	903 808 783	29,96%	-11,53%
TOTAL RESEAU	2 947 550 427		3 015 972 020		2,32%
ENERGIE NON VENDUE	170 437 597		190 248 876		11,62%
ENERGIE NON VENDUE EN %	5,78%		6,31%		9,16%

Au regard de ce tableau, en 2018 la demande a été satisfaite par :

- **Les Sources Internes de Production :**

- **La CEB** : une production de 268,935 GWh en 2018 contre 472,761 GWh en 2017 soit une baisse de 43,11% essentiellement imputable au faible niveau de production de la centrale hydroélectrique de Nangbéto et à l'indisponibilité périodique des TAGs pour causes de difficulté d'approvisionnement de certaines pièces de rechange nécessaire à leur maintenance.

En effet, la TAG Lomé Port a connu une panne sur le dispositif de vibration de l'alternateur depuis le 10 février 2018 à 02h58.

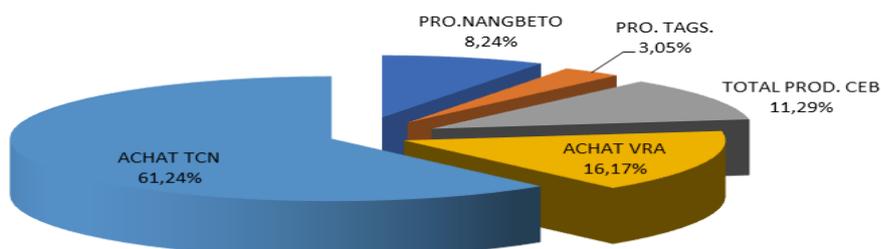
Les clients : les productions des clients injectant sur le réseau de la CEB à part celle de WACEM et PARAS ont régressé en 2018 par rapport à 2017, respectivement, de 51,20% pour la CEET, 97,38% pour la SBEE, 16,93% pour la CGT. Ceci s'explique notamment par l'amélioration de l'approvisionnement de la CEB.

- **Les Sources Externes d'Approvisionnement :**

- les importations d'énergie en 2018 se sont établies à 1 843,227 GWh contre 1 453,167 GWh en 2017 soit une hausse de 26,84%. Ceci est dû à une augmentation de l'importation d'énergie venant de la VRA/GRIDCo et de la TCN qui constituent les sources d'approvisionnement les moins onéreuses.
- la CEB , en 2018, n'a pas importé auprès de la CIE du fait du coût de revient exorbitant du kWh de cette source.

De façon récapitulative la contribution effective de l'ensemble des sources de production et d'approvisionnement est reprise sur le diagramme ci-dessous :

Figure 1 Production et achat d'énergie 2018



2.2.3.2.2 Ventes d'Énergie

En 2018, la vente totale d'énergie de la CEB à ses clients y compris la SONABEL au Burkina Faso s'est établie à **1 921, 914 GWh** contre **1755,492 GWh** en 2017 soit une hausse de **9,48 %**.

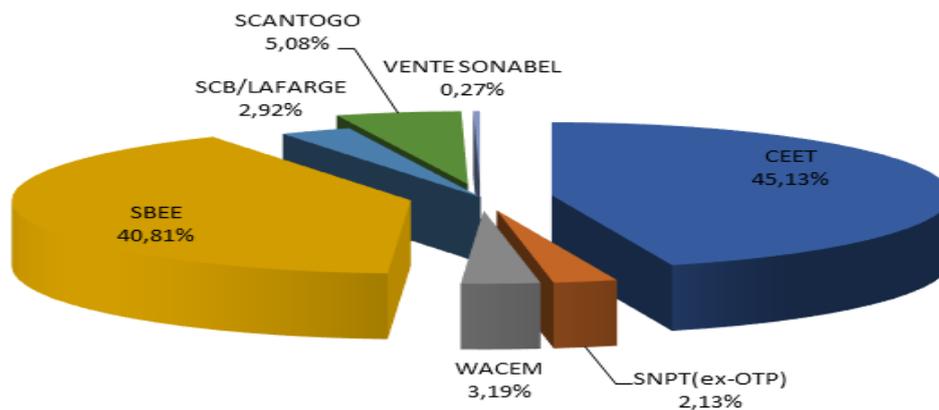
Le détail des ventes par client et par pays se présente comme suit :

Tableau 14 : Vente d'énergie en KWh par client

Désignation	2017	2018	Taux d'accroissement
VENTE	kWh	kWh	
VENTE CEET	746 465 929	867 433 995	16,21%
VENTE SNPT	40 316 000	49 831 000	23,60%
VENTE WACEM	59 933 000	61 325 000	2,32%
VENTE SCANTOGO	102 496 500	97 629 000	-4,75%
TOTAL VENTE TOGO	949 211 429	1 076 218 995	13,38%
VENTE SBEE	752 545 117	784 350 075	4,23%
VENTE SCB/LF	49 092 025	56 184 252	14,45%
TOTAL VENTE BENIN	801 637 142	840 534 327	4,85%
TOTAL VENTE (BN+TG)	1 750 848 571	1 916 753 322	9,48%
VENTE SONABEL	4 642 889	5 161 037	11,16%

De l'analyse du tableau ci-dessus il ressort globalement que l'énergie vendue au Togo a augmenté de 13,38% et celle vendue au Bénin a aussi augmenté de 4,85%.

Figure 2 : Vente d'énergie électrique en 2018



2.2.3.2.3 Pertes d'énergie sur le Réseau

L'énergie non vendue par la CEB en 2018 en raison des pertes sur le transport et des consommations des auxiliaires est de **190,249 GWh** contre **170,438 GWh** en 2017. Cette énergie représente **6,31%** de l'énergie produite et achetée par la CEB ainsi que des productions propres des clients.

2.2.3.2.4 Bilan des puissances enregistrées et facteur de charge

Les puissances maximales (moyennes quarts horaires) appelées sur les réseaux interconnectés en 2018 sont les suivantes :

CEB : 454,93 MW le mercredi 28 novembre à 20h00

BENIN : 251,71 MW le mercredi 14 mars à 21h00

TOGO : 230,81 MW le mercredi 28 novembre à 20h00

La demande totale d'énergie du réseau interconnecté est de **3 015,972 GWh**, tandis que la puissance maximale moyenne quart horaire appelée est de **454,93 MW**. La puissance moyenne correspondante à la demande totale d'énergie étant de **344,49 MW** pour un **facteur de charge de l'année 2018 de 75,72%** contre **75,63%** en 2017.

2.2.3.2.5 : Qualité du service fourni

La fourniture d'énergie électrique par la CEB en 2018 à ses clients a été fortement influencée par les contraintes ci-après :

- l'augmentation de l'importation d'énergie venant de VRA/GRIDCo et de la TCN ;
- la TAG Lomé Port a connu une panne sur le dispositif de vibration alternateur depuis le 10 février 2018 à 02h58 ;

-
- le transformateur de puissance TA de MOME-HAGOU a été retiré de l'exploitation depuis la panne du régulateur de prise en charge le 16 avril 2018 à 15h14 ;
 - les deux lignes Onigbolo-Parakou (161kV) ont été mis en service le 08 décembre 2018 rendant l'exploitation du réseau souple et sécurisant également l'alimentation des villes du septentrion ;
 - l'indisponibilité temporaire de la ligne 161 kV double ternes Lomé Aflao - Momé Hagou suite à un vandalisme aux environs du village ANIMABIO .

2.2.3.2.5.1 Déclenchements

Le réseau interconnecté de la CEB a connu 26 interruptions en 2018 en provenance de la TCN au Nigeria et 07 interruptions de la VRA/GRIDCo au Ghana soit au total 33 interruptions contre 36 en 2017.

2.2.3.2.5.2 Incidents

Dans le système électrique communautaire, les interruptions de fourniture ont diminué considérablement augmentant ainsi la qualité du service offert. Le nombre est passé de 2051 en 2017 à 1365 en 2018 soit une diminution de 33,44%. Cette diminution est principalement dû aux remplacements du transformateur de puissance qui avait atteint son maximum de charge. Les autres causes des incidents relevés sont relatives aux mauvaises conditions atmosphériques et aux défauts fugitifs.

2.2.3.3 Maintenance du centre de conduite

- **Préventive** : La maintenance préventive du système informatique du Dispatching a été planifiée et exécutée au cours du deuxième semestre de l'année 2018, avec une sauvegarde de sécurité de toutes les machines physiques et virtuelles. La maintenance des postes déportés à la CEET et à la SBEE, des RTU et des équipements du Dispatching de Repli a été également exécutée.
- **Curative** : Le réseau du système de télé-conduite du dispatching est suivi avec une attention particulière. Plusieurs interventions ont été menées par l'équipe de maintenance pour solutionner des problèmes de dysfonctionnements qui sont apparus. Les dysfonctionnements signalés sont de plusieurs ordres, allant du

plantation régulier du serveur TBPVPM02 au remplacement de matériels défectueux (Disques durs, Bloc d'alimentation...). Plusieurs pannes ont été solutionnées, mais d'autres sont en cours.

2.2.4 Gestion des projets

Les activités relatives à la mise en œuvre des projets répertoriés au titre du budget exercice 2018, se présentent sommairement comme suit :

- la poursuite des prestations de l'ingénieur conseil, groupement EDF/ISL Ingénierie, en charge de l'élaboration du DAO et de la supervision des travaux de **réhabilitation du barrage hydroélectrique de Nangbéto** ;
- la poursuite des travaux de construction des **lignes 161 kV Onigbolo-Parakou et Sakété Porto-Novo** avec la mise en service des nouveaux postes de Tanzoun et d'Onigbolo ; ripages de toutes les lignes Haute Tension (HT) et Moyenne Tension (MT) vers le nouveau poste d'Onigbolo, ainsi que les extensions de travées dans les postes de Gbégamey, Ouando et Sakété. La mise en œuvre du PGES (Plan de Gestion Environnementale et Sociale) et du PAR (Plan d'Action de Réinstallation) s'est aussi poursuivie ;
- l'arrêt des travaux préparatoires pour la construction du barrage d'Adjarala. Sur décision de la Haute Autorité, la Direction Générale de la CEB a été instruite aux fins de surseoir aux travaux préparatoires entrepris par la société Chinoise SINOHYDRO sur le site de l'aménagement hydro-électrique d'Adjarala ;
- la poursuite des travaux du projet **d'interconnexion électrique 330 kV Ghana-Togo-Bénin** et la mise en œuvre du PGES et du PAR y relatifs ;
- la poursuite des travaux de construction et la mise en service de **la ligne 161 kV Bembèrèkè-Kandi-Malanville** et des postes de Kandi et de Malanville d'une part, ainsi que la mise en œuvre du PGES et du PAR d'autre part ;
- la préparation des documents d'Appel d'Offres de l'interconnexion de la dorsale nord 330 kV ; Nigeria-Niger-Togo/Bénin-Burkina Faso ainsi que le recrutement du Directeur de l'Unité de Gestion du Projet et le lancement du recrutement du personnel clé et de l'Ingénieur Conseil ;
- la finalisation des travaux d'extension du poste de Lomé Port pour alimenter Lomé Container Terminal (LCT) ainsi que des travaux de raccordement de l'usine de

SCANTOGO au réseau de la CEB ;

- la poursuite des prestations de mise à jour de l'avant-projet détaillé et des Dossiers d'Appel d'Offres du **projet de l'interconnexion 161 kV Kara - Mango - Dapaong - Mandouri et postes associés** par le Consultant WAPCOS sous le financement d'Exim Bank Inde. Le recrutement du cabinet géomètre en vue du recensement contradictoire des personnes et des biens affectés par ledit projet de ligne et de l'ONG chargée du suivi de la réinstallation des personnes affectées ;
- le démarrage de l'étude du tracé et d'impact environnemental et social (EIES) ainsi que les études d'ingénierie du projet de renforcement de l'interconnexion Nigéria - Bénin en 330 kV.

De façon plus spécifique et détaillée, l'état exhaustif des actions entreprises en 2018 pour les principaux projets de développement de la CEB se présente comme suit :

FICHES D'ETAT DE QUELQUES PROJETS AU 31 DECEMBRE 2018

- **Projet de réhabilitation du barrage hydroélectrique de Nangbéto**

Objectif du projet

L'objectif général de la réhabilitation du barrage vise à : (i) accroître l'efficacité des ouvrages ; (ii) accroître la disponibilité et la fiabilité des équipements ; et (iii) élaborer un plan de Gestion Environnemental et Social, intégrant le Plan d'Alerte d'Urgence.

Informations générales

- | | |
|---|-------------------------------|
| - Etudes de Faisabilité : | Coyne & Bellier, juillet 2008 |
| - Préparation du projet : | EDF/ISL, juillet 2016 |
| - Financement des études : | |
| Financement des études de Faisabilité : | Banque Mondiale et CEB |
| Financement DAO et travaux : | KfW et CEB |
| - Coût du projet : | estimé à 24,1 millions Euros |
| - Constructeur : | En cours de sélection |
| - Coût de Maîtrise d'ouvrage : | au moins 3,05 millions d'Euro |
| - Financement des travaux : | KfW et CEB |
| - Ingénieur Conseil : | Groupe EDF/ISL Ingénierie |
| - Frais d'Ingénieur Conseil : | 2 614 035 Euro |
| - Délai d'exécution des travaux : | 5 ans |

Etat d'avancement

Le processus de pré-qualification a été achevé par : (i) l'obtention de l'Avis de Non-Objection (ANO) de la KfW sur le rapport d'évaluation et (ii) l'approbation du DAO par la CEB et obtention de l'ANO de la KfW.

L'année 2018 a connu des activités intenses sur la base d'un planning très contraignant. Les quatre (04) candidats ayant soumissionnés au projet de réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Nangbéto, ont participé à la sélection suivant les procédures opérationnelles de la KfW.

Au terme du processus de sélection, seule l'entreprise VOITH a été retenue avec quelques déviations par rapport au cahier de charge.

A la suite de cette sélection, Il a été organisé avec ce dernier un atelier de négociation pour la formalisation du contrat.

Les travaux ont effectivement débuté sur le site de Nangbéto, ainsi, le rapport de sureté des digues a été livré et les dernières factures de l'ingénieur Conseil liées au lot Usine sont reçus et certifiés.

- **Projet d'interconnexion électrique 330 kV Ghana-Togo-Bénin**

Objectif du projet :

Interconnecter, de l'Ouest vers l'Est, les réseaux électriques du Ghana, du Togo, du Bénin et du Nigeria avec une ligne de transport électrique de niveau de tension 330kV, et synchroniser les fréquences du réseau dans ces quatre pays.

Informations générales

- Début des études du projet : 2005
- Etudes : SNC LAVALIN
- Financement des études : BAD, BOAD
- Coût du projet : 37 234 228 801 FCFA
- Constructeurs : Consortium SAE/TLL, INEO et SIEMENS
- Coût de Maîtrise d'ouvrage : 10 125 466 500 FCFA
- Financement des travaux : Fond Africaine de Développement Groupe Banque Africaine de Développement (BAD), KfW, BOAD, Banque Mondiale et CEB
- Ingénieur Conseil : Groupement Cabira/SGS
- Frais d'Ingénieur Conseil : 1 586 609 865 FCFA
- Délai initial d'exécution des travaux : 18 mois à 30 mois

Etat d'avancement :

- Ligne 330 kV au Bénin : 76,00%
- Extension du poste 330 kV de Sakété : 97,00%
- Ligne 330 kV au Togo : 87,10%
- Poste 330/161/20 kV à Davié au Togo : 99,75%
- Ligne de raccordement 161 kV au Togo : 91,93%
- Poste 161/20 kV à Légbassito au Togo : 99,43%
- Poste 330/161/20 kV à Davié au Togo _ Option A 97,80%

- **Projet de construction de ligne 161 kV Bembèrèkè- Kandi-Malanville**

Objectif du projet

Renforcer le réseau 161 kV de transport d'énergie électrique dans les départements de l'Alibori et de le Borgou pour devenir un espace de développement durable et inclusif, de dynamisme économique.

Informations générales

- Début des études du projet :	Août 2015
- Etudes :	Groupement CABIRA /STUCKY
- Financement des études :	UEMOA/FDE
- Coût du projet :	29 700 000 000 F CFA
- Constructeur :	INEO, EETD, MRI/CHINT
- Coût de Maîtrise d'ouvrage :	1 622 000 000 FCFA
- Financement des travaux :	UEMOA/FDE, BOAD
- Ingénieur Conseil :	Groupement CABIRA/ STUCKY
- Frais d'Ingénieur Conseil :	285 490 000 FCFA
- Délai d'exécution des travaux :	24 mois

Etat d'avancement

Lignes de transport 161 kV Bembèrèkè-Kandi-Malanville (Lot 1) : Ces travaux sont confiés à *INEO Energie Export*. L'achèvement des travaux de construction de la ligne a été constaté le 31 juillet 2018. La mise en service du tronçon Bembèrèkè-Kandi a été faite le 06 décembre 2018 et celle du tronçon Kandi-Malanville le 08 décembre 2018. Le certificat d'achèvement des travaux a été délivré à l'entreprise INEO le 13 décembre 2018.

Poste 161/34,5 kV de Parakou (Sous lot 2A) : le raccordement des équipements extérieur et le câblage BT (armoires de protections, contrôle commande numérique et télécom) a démarré en octobre 2018. Le maillage du poste a été réalisé le 06 décembre 2018.

La date d'achèvement des travaux, initialement prévu le 11 avril 2016 a été prorogée au 21 octobre 2018. Malgré ce prolongement, MRI/CHINT a accusé du retard dans l'exécution de ce Marché. Le taux d'avancement global des travaux au poste de Parakou est de 80 %.

Poste 161/34,5 kV de Bembèrèkè (Sous lot 2A) : le raccordement des équipements extérieur et le câblage BT (armoires de protections, contrôle commande et télécom) a démarré en octobre 2018. La date d'achèvement des travaux, initialement prévu le 11 avril 2016 a été prorogée au 21 octobre 2018. Le taux d'avancement global des travaux au poste de Bembèrèkè est de 83 %.

Poste 161/34,5 kV de Kandi (Sous lot 2B) : les travaux sont achevés le 10/12/2018. Les essais de mise en service ont été réalisés 07 décembre 2018 et mise en exploitation le même jour. Le certificat d'achèvement est délivré à EIFFAGE le 17 décembre 2018.

EIFFAGE doit lever les réserves mineures énumérées dans le PV de constat d'achèvement des travaux. **Le taux d'avancement global des travaux est de 95%**

Poste 161/34,5 kV de Malanville (Sous lot 2B) : les travaux sont achevés le 10/12/2018. Les essais de mise en service ont été réalisés 08 décembre 2018 et mise en exploitation le même jour. Le certificat d'achèvement est délivré à EIFFAGE le 17 décembre 2018.

- **Projet de Construction des lignes 161 kV Onigbolo-Parakou/Sakété-Tanzoun et Postes Associés.**

Objectif du Projet

Renforcer le réseau 161 kV de transport d'énergie électrique du Nord Bénin, actuellement effectuée par un réseau en antenne partant du Poste d'Atakpamé en passant par le Poste de Kara au Togo et alimenter la ville de Porto-Novo et environs ainsi que la zone franche industrielle de Sèmè.

Informations générales

- Début des études du projet : août 2008
- Etudes : EDF (CIST)
- Financement des études : Banque Mondiale
- Coût du projet : 64 millions d'Euros
- Constructeur : COBRA Instalaciones y Servicios (Espagne) ; SAE-TLL ex SAE-GAMMON (Italie-Inde)
- Coût de Maîtrise d'Ouvrage : 5 611 290 203 CFA
- Financement des travaux : BEI (32 millions d'Euros) ; BM (18 millions d'Euros) ; KfW (14 millions d'Euros)
- Ingénieur Conseil : EDF (CIST)
- Frais d'Ingénieur Conseil : 446 710 Euros au 31 août 2018.
- Délai d'exécution des travaux : varie en fonction du lot

Etat d'avancement

L'ensemble des ouvrages à savoir les lignes et les postes ont été mise en service. Toutefois, il est noté que les entreprises en charge des travaux ont introduit des demandes de coûts additionnels du faite des retards engendrés par l'une ou l'autre des parties prenantes au projet. A titre illustratif on peut examiner ce qui suit :

L'entreprise COBRA de son côté a déposé une demande de coûts additionnels associée aux différents retards dus à SAE-TLL et à l'absence sur les sites de l'EDF-CIST pour fin de contrat. Les 4 et 5 septembre 2017, les négociations avec COBRA n'ont pas abouti.

Le 17 janvier 2018, sur demande de COBRA, les négociations avec CEB/EDF à la Direction Générale à Lomé ont abouti et ont porté sur un montant de 1005 467 euros. Les avis de non-objection de la BEI et de la BM ayant été obtenus le 17 avril 2018, l'avenant N°2 de COBRA a été signé le 26 juin 2018. La part BM (35%) de ce montant a été déjà payée. Le paiement de celle de la BEI est attendu au plus tard le 31 décembre 2018.

- **Projet de l'interconnexion 161 kV Kara-Mango-Dapaong-Mandouri et postes associés**

Objectif du projet

- Sécuriser la fourniture de l'électricité dans les localités des régions traversées ;
- Assurer à terme le bouclage du réseau interconnecté de la CEB dans le nord et du réseau interconnecté via le nord du Ghana pour permettre ainsi de sécuriser l'approvisionnement de toutes les localités desservies

Informations générales

- Début des études du projet : 2011
- Etudes : SNC LAVALIN, WAPCOS
- Financement des études : Fond propre CEB et EXIM BANK INDE
- Coût du projet : USD 60,3 million et 2 milliards de F CFA
- Constructeur : En cours de sélection
- Coût de Maîtrise d'ouvrage : 2 milliards de F CFA estimé
- Financement des travaux : EXIM BANK INDE
- Ingénieur Conseil : Non sélectionné
- Frais d'Ingénieur Conseil : 1 080 000 000 FCFA estimé
- Délai d'exécution des travaux : 24 mois

Etat d'avancement

Suite à la signature le **20 juin 2014**, d'un accord de de ligne de crédit avec EXPORT IMPORT BANK OF INDIA d'un montant de cinquante-deux millions de dollars US (52 000 000 USD) pour le financement de la mise à jour de l'avant-projet détaillé et le financement des travaux de construction d'une ligne 161 kV au Togo. L'accord de crédit a été mis en vigueur le **16 septembre 2014**.

Au cours de l'année 2018, la CEB et le consultant WAPCOS en charge de la mise à jour de l'Avant-Projet Détaillé (APD) et de l'élaboration du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) ont travaillé pour parfaire l'APD et le DAO afin d'intégrer la ligne Dapaong-Mandouri et le

poste de Mandouri dans l'étendue des prestations.

- **Projet d'interconnexion 161 kV Natitingou-Porga-Dapaong**

Objectif du projet

- Sécuriser la fourniture de l'électricité dans les localités des régions traversées ;
- Assurer à terme le bouclage du réseau interconnecté dans le nord et permettre ainsi de sécuriser l'approvisionnement de toutes les localités desservies.

Informations générales

- Début des études du projet : juillet 2017
- Etudes : TRACTEBEL
- Financement des études : Banque Mondiale
- Coût estimatif du projet : 23 191 012 761 FCFA
- Financement des travaux : recherche en cours

Etat d'avancement

L'Avant-Projet Détaillé et le Dossier d'Appels Offre (DAO) ont été validés.

En ce qui concerne la gestion environnementale le rapport provisoire intégrant les observations de la CEB et déposé par le groupement a été soumis à l'Agence Nationale de Gestion de l'Environnement (ANGE) au Togo pour la partie du tracé se trouvant sur le territoire Togolais et à l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE) Bénin pour la partie du tracé se trouvant sur le territoire du Bénin, pour avis et délivrance du certificat de conformité environnemental.

Sur la base du rapport d'EIES, au Togo, l'ANGE a organisé le 09 novembre 2018, l'atelier de pré validation et le 20 novembre 2018 l'atelier de validation et, au Bénin, l'ABE a organisé la séance de validation desdits rapports les 6 et 7 décembre 2018.

Les rapports définitifs sont attendus du groupement pour être déposés au niveau des agences en vue de la délivrance des Certificats de Conformité Environnementale.

- **Projet de renforcement et de sécurisation du réseau électrique de la CEB : alimentation en énergie électrique Lomé Container Terminal (LCT) et de l'usine de clincker de SCANTOGO**

Objectif du projet

Assurer et sécuriser la continuité de la fourniture de l'énergie électrique de LCT et de SCANTOGO par une augmentation de la capacité des postes de Lomé Port et de Momé Hagou et la construction d'une ligne 63 kV reliant le poste Momé Hagou au poste électrique de SCANTOGO.

Informations générales

- Début des études du projet : 2012
- Etudes : CEB
- Coût du projet : 4 696 077 604 FCFA

-
- Constructeur : INEO Energie Export & SKIPPER/ETA
 - Financement des travaux : CEB
 - Délai d'exécution des travaux : 18 mois

Etat d'avancement

Les travaux sont achevés et les réserves sont en train d'être levées. Au cours de l'année 2018, les prestations du groupement d'entreprise SKIPPER/ETA ont essentiellement portées sur (i) la levée des réserves formulées au cours de la réception provisoire des travaux dans les postes de Momé Hagou et de Lomé Port et (ii) l'achèvement des installations de télécommunications au poste de CIMAO.

- **Projet d'alimentation en énergie électrique du port autonome de Cotonou (PAC) en un point unique de livraison HTB 63 kV de 2x10 MVA par lignes personnalisées et sécurisées**

Objectif du projet

Permettre au PAC de disposer d'une ligne dédiée et sécurisée afin de garantir la disponibilité et la continuité de l'énergie électrique pour les installations électriques des opérateurs de l'espace portuaire. Il s'agira de procéder à :

- (i) la construction d'une travée ligne 63 kV au poste CEB de Cotonou Vèdoko ;
- (ii) la construction d'une liaison souterraine reliant le nouveau poste du Port Autonome de Cotonou au Poste de la CEB de Cotonou Vèdoko ;
- (iii) la construction d'un nouveau poste 63/15 kV, 2 x 10 MVA au Port de Cotonou.

Informations générales

- Bailleur de Fonds : BOAD
- Début des études du projet : 06 octobre 2017
- Financement des études : Prêt N° 2012102/PR BN 2012 3400 BOAD
- Maitrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) : CEB

Avancement des travaux :

Par la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, la CEB exerce au nom et pour le compte du PAC :

- la gestion administrative et technique nécessaires à l'exécution de la mission ;
- la mise en œuvre des procédures de passation des marchés pour la sélection des cabinets d'études et de contrôle, des entreprises pour la réalisation des travaux ;
- le suivi et le contrôle des travaux.

Signé le 06 octobre 2017, la notification à la CEB de l'ordre de service pour le démarrage de la mission de MOD par le PAC est intervenue le 05 juin 2018 suite à l'achèvement des démarches administratives pour la mise en vigueur de la Convention MOD.

Cependant, au cours de l'année 2018, la CEB a en collaboration avec l'équipe du PAC en charge du projet a mené à bien des activités dans le cadre du recrutement du consultant en charges des études topographique et d'EIES et du consultant en charge de l'élaboration de l'APD et du DAO et du contrôle et suivi des travaux.

Le processus de recrutement du consultant en charge de l'EIES a abouti à ce jour à l'envoi le 5 novembre 2018 à la Banque du rapport consolidé des propositions techniques et financières.

Suite à la réception de l'avis de non-objection de la Banque sur la liste restreinte, la demande de proposition pour le recrutement de l'ingénieur conseil a été soumise à la Banque en décembre 2018.

- **Projet d'Interconnexion électrique 132 kV de la SONABEL et 161 kV de la CEB**

Objectif du Projet

Favoriser les échanges d'énergie électrique entre les réseaux de la SONABEL et de la CEB. Il s'agit de construire à terme une ligne électrique pour faciliter les importations d'énergie de la SONABEL en provenance du Nigéria via le réseau de la CEB.

Etat d'avancement

Le projet a débuté par la mise en place d'une équipe de projet conjointe (CEB-SONABEL) pour accompagner la réalisation des études techniques, économiques, financières, environnementales et sociales et le suivi de la réalisation dudit projet.

La réunion de lancement, de cadrage et de définition des options d'interconnexion du projet s'est tenue de 01 au 03 août 2018 à Ouagadougou.

A l'issue de cette séance deux options ont été retenues pour études il s'agit de : (i) Kompienga (Burkina Faso) - Mandouri (Togo) et (ii)Kompienga (Burkina Faso) - Porga (Bénin)

Du 08 au 17 octobre 2018, l'équipe conjointe s'est rendu sur le terrain pour l'identification et la vérification des tracés proposés pour les options d'interconnexion. L'étude de faisabilité technico-économique et environnementale est en cours d'élaboration.

- **Renforcement de l'interconnexion Nigeria-Benin en 330 kV**

Objectif du projet :

Sécuriser les importations d'énergie en provenance du Nigéria à travers la construction d'une seconde ligne 330 kV pour augmenter la capacité de transit d'énergie sur la ligne de transport électrique 330 kV Ghana-Togo-Bénin.

Etat d'avancement

Dans le cadre de ce projet, le WAPP a signé un contrat avec le cabinet WSP pour la réalisation des études du tracé et les études d'impact environnementales et sociales.

Pour mémoire, une réunion de lancement de ces études a eu lieu à Abuja le 23 septembre 2017. Au cours de cette réunion, la CEB a demandé que le consultant WSP intègre dans ses études la possibilité d'amener la ligne au poste de Onigbolo avant de relier à celui de Sakété.

Pour prendre en compte cette nouvelle demande de la CEB, il a été retenu que le consultant WSP effectuera au Bénin une visite de terrain au niveau des postes d'Onigbolo et de Sakété mais également pour apprécier les possibilités de passage de la nouvelle ligne de renforcement 330 kV entre le Nigeria et le Bénin.

La visite conjointe CEB et WSP des postes de Onigbolo et de Sakété et quelques points de la ligne 161 kV Sakété - Onigbolo existante a eu lieu le 27 septembre 2017.

Au plan environnemental, il a été organisé du 04 au 06 septembre 2018, une réunion d'examen et d'adoption du rapport provisoire du tracé de la ligne. Cette réunion fait suite à la visite de reconnaissance du tracé sur le territoire du Bénin qui a eu lieu du 29 au 30 août 2018. Cette visite de terrain a permis de vérifier un certain nombre de points chauds indiqués dans le rapport provisoire pour chaque option de tracé.

- **Projet d'interconnexion médiane 330 kV double ternes Nigéria-Benin-Togo-Ghana-cote d'ivoire de L'EEEOA**

Objectif du projet :

Etablir une liaison de transport robuste en 330 kV, de Shiroro au Nigéria à Ferké en Côte d'Ivoire en passant par Zungeru et Kainji au Nigéria, Parakou au Bénin, Kara au Togo et Yendi et Tamale au Ghana, et augmenter la fiabilité (n-1) sur le réseau interconnecté des pays côtiers de l'EEEOA.

Etat d'avancement

Pour rappel, du 08 au 10 novembre 2017, le WAPP a organisé à Cotonou, une réunion pour l'examen et l'adoption des Termes de Référence (TdR) pour les études de préinvestissement :

1. l'étude de faisabilité et la préparation des dossiers d'appel d'offres ;
2. les études du tracé de la ligne et d'impacts environnemental et social (EIES)

En prélude à la réalisation du projet, la CEB anticipe sur les questions d'agrandissement des domaines des postes CEB de Parakou et de Kara qui sont aujourd'hui construits et

équipés en 161 kV et ces domaines sont trop étroits pour accueillir encore les équipements d'une ligne 330 kV double terres.

L'équipe du Service Environnement, Génie Civil et Mécanique a effectué une mission de terrain du 1^{er} au 06 février 2018 pour prospecter la zone afin d'apprécier les possibilités d'agrandissement des domaines des postes de Parakou et Kara d'une part et d'autre part rencontrer les autorités locales pour solliciter leur appui dans le processus d'acquisition des domaines complémentaires desdits postes.

La prochaine étape consiste à la recherche du financement par le WAPP.

- **PROJET D'INTERCONNEXION 330 KV DORSALE NORD**

Objectif du projet :

Renforcer les échanges d'énergie électrique entre les pays de la sous-région ouest africaine. Connu sous le nom de « Projet d'Interconnexion 330 kV Corridor Nord de l'EEEOA », c'est un projet régional d'interconnexion 330 kV entre le Nigéria, le Niger, le Burkina Faso, le Bénin /Togo. Pour la CEB, il vise à alimenter la région septentrionale du Bénin et du Togo à partir du réseau interconnecté de la Communauté Electrique du Bénin.

Informations Générales

- Etudes : FICHTNER
- Financement des études : Banque Mondiale, AFD, BAD, UE, BIDC
- Coût estimatif du projet : 23 191 012 761 FCFA
- Financement des travaux : recherche en cours
- Longueur de ligne 330kV : 875 km
- Pays Concernés : Nigéria, Niger, Bénin/Togo et Burkina

Etat d'avancement

En 2018 les activités menées par la DEPP dans le cadre de ce projet sont :

- a. participation de la CEB aux travaux de recrutement de l'Ingénieur Conseil pour le contrôle et la supervision des Travaux ;
- b. participation de la CEB aux travaux de recrutement des membres de l'Unité de Gestion du Projet (l'UGP)

Les travaux de construction sont prévus pour une durée de 56 mois et devraient commencer courant 2019.

3 - ETATS FINANCIERS

3-1 Bilan pro forma 2017

3-2 Bilan Actif-Passif 2018

3-3 Compte de résultat

3-4 Notes et Commentaires aux Etats Financiers

3.1 Bilan pro forma 2017

Figure 3 Actif Bilan proforma au 31/12/2017*BILAN PROFORMA AU 31 DECEMBRE 2017*

ACTIF	31/12/2017			31/12/2016
	Brut	Amort./Deprec.	Net	Net
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	955 728 646	-939 625 955	16 102 691	0
FRAIS DE DEVELOPPEMENT ET PROSPECTION	494 615 969	-494 615 969	0	
BREVETS, LICENCES, LOGICIELS ET DRTS ASSIM	461 112 677	-445 009 986	16 102 691	
FONDS COMMERCIAL ET DROIT AU BAIL				
AUTRES IMMOB. INCORPORELLES				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	251 590 338 496	-148 350 153 188	103 240 185 308	0
TERRAINS ¹	2 268 034 013	0	2 268 034 013	
dont placement en Net -----				
BATIMENTS	54 054 779 299	-35 411 851 549	18 642 927 750	
dont placement en Net -----				
AMENAGEMENTS, AGENCEMENTS ET INSTAL	170 594 226 188	-90 579 932 235	80 014 293 953	
MATERIEL, MOBILIERS ET ACTIFS BIOLOGIQUES	21 845 852 109	-19 993 675 757	1 852 176 352	
MATERIEL DE TRANSPORT	2 827 446 887	-2 364 693 647	462 753 240	
AVANCES ACOMPTES VERSEES IMMOB.	72 476 630 983	-52 941 324	72 423 689 659	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 891 083 254	-52 000 000	1 839 083 254	0
TITRES DE PARTICIPATION	52 000 000	-52 000 000	0	0
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 839 083 254	0	1 839 083 254	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	326 913 781 379	-149 394 720 467	177 519 060 912	0
ACTIF CIRCULANT HAO	0	0	0	0
STOCKS ET EN-COURS	4 952 843 270	-116 119 263	4 836 724 007	
CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES	53 309 994 471	-904 742 096	52 405 252 375	0
FOURNISSEURS AVANCES VERSEES	3 654 904 935	-15 891 806	3 639 013 129	
CLIENTS	37 566 257 333	-34 263 983	37 531 993 350	
AUTRES CREANCES	12 088 832 203	-854 586 307	11 234 245 896	
TOTAL ACTIF CIRCULANT	58 262 837 741	-1 020 861 359	57 241 976 382	0
TITRES DE PLACEMENT	0		0	0
VALEUR A ENCAISSER	0	0	0	0
BANQUES, CHEQUES POSTAUX, CAISSE et ASSIMILES	9 893 181 074	-714 240 757	9 178 940 317	
TOTAL TRESORERIE ACTIF	9 893 181 074	-714 240 757	9 178 940 317	0
ECARTS DE CONVERSION ACTIF	2 802 453 569	0	2 802 453 569	
TOTAL ACTIF	397 872 253 763	-151 129 822 583	246 742 431 180	0

Figure 4 Passif Bilan proforma au 31/12/2017

BILAN PROFORMA AU 31 DECEMBRE 2017

PASSIF	31/12/2017	31/12/2016
	Net	Net
CAPITAL	26 350 000 000	0
APPORTEURS, CAPITAL NON APPELE (+/-)		
PRIMES ET RESERVES		
PRIMES D'APPORT, D'EMISSION, DE FUSION		
ECARTS DE REEVALUATION	2 475 000	0
RESERVES INDISPONIBLES		
RESERVES LIBRES		
REPORT A NOUVEAU (+ ou -)	-19 423 863 988	0
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-2 795 832 338	0
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	23 464 795 435	0
PROVISIONS REGLEMENTEES	4 612 843 907	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES & RESS. ASSIM	32 210 418 016	0
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES	107 858 841 494	0
DETTE DE LOCATION ACQUISITION		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	9 987 294 387	0
TOTAL DETTES FINANCIERES ET RESS. ASS.	117 846 135 881	0
TOTAL RESSOURCES STABLES	150 056 553 897	0
DETTE CIRCULANTES HAO	677 009 666	0
CLIENTS AVANCES RECUES	4 862 241 023	0
FOURNISSEURS D'EXPLOITATION	54 994 164 603	0
DETTE FISCALES ET SOCIALES	1 551 139 562	0
AUTRES DETTES	18 689 381 495	0
PROVISIONNES POUR RISQUES A COURT TERME	400 181 737	0
TOTAL PASSIF CIRCULANT	81 174 118 086	0
BANQUES, CREDITS ESCOMPTE		
BANQUES, ETABLIS. FINANC. ET CREDIT DE TRES.	13 731 585 172	0
TOTAL TRESORERIE PASSIF	13 731 585 172	0
ECARTS DE CONVERSION PASSIF	1 780 174 025	0
TOTAL PASSIF	246 742 431 180	0

3.2 Bilan Actif-Passif 2018

Figure 5: Actif Bilan au 21/12/2018

BILAN AU 31 DECEMBRE 2018

ACTIF

(Montants exprimés en FCFA)

LIBELLES	NOTES	SOLDE AU 31/12/2018	SOLDE AU 31/12/2017
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		9 643 955	16 102 691
Brut		461 112 677	955 728 646
Amortissements		-451 468 722	-939 625 955
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		128 614 166 642	103 240 185 308
Brut		283 897 817 315	251 590 338 496
Amortissements		-155 283 650 673	-148 350 153 188
Avances et acomptes versés sur immobilisation	3	53 428 510 002	72 423 689 659
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		1 778 539 356	1 839 083 254
Titres de participation		0	0
Autres immobilisations financières		1 778 539 356	1 839 083 254
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	3	183 830 859 955	177 519 060 912
Actif circulant HAO		0	0
Stocks et encours		4 191 628 810	4 836 724 007
CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES		64 280 259 974	52 405 252 375
Fournisseurs, avances et acomptes versés		2 545 116 935	3 639 013 129
Clients		51 691 542 180	37 531 993 350
Autres créances		10 043 600 859	11 234 245 896
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	4	68 471 888 784	57 241 976 382
Titres de placement		0	0
Valeur à encaisser		0	0
Banques, Chèques postaux, Caisses		10 394 663 844	9 178 940 317
		0	
TOTAL TRESORERIE ACTIF (III)	5	10 394 663 844	9 178 940 317
ECARTS DE CONVERSION ACTIF (IV)	6	4 140 265 302	2 802 453 569
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV)		266 837 677 885	246 742 431 180

Figure 6: Evolution des grandes masses, actif passif de 2017 à 2018

EVOLUTION DES GRANDES MASSES DU BILAN-ACTIF DE 2017 A 2018

(en millions de francs cfa)

	2017 R	2018
ACTIF IMMOBILISE	177 519	183 831
ACTIF CIRCULANT	57 242	68 472
TRESORERIE -ACTIF	9 179	10 395
ECART DE CONVERSION-ACTIF	2 802	4 140
TOTAL ACTIF	246 742	266 838

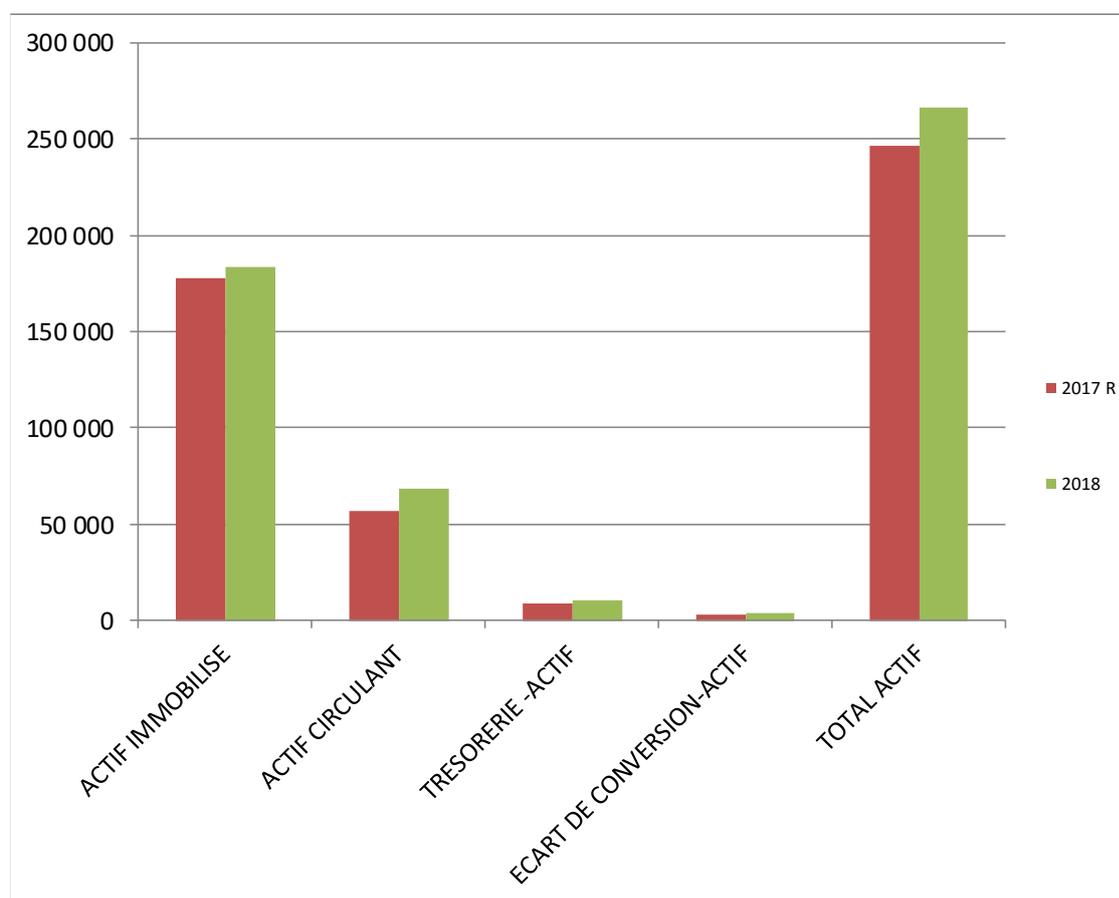


Figure 7: Bilan au 31/12/18
BILAN AU 31 DECEMBRE 2018
PASSIF
(Montants exprimés en FCFA)

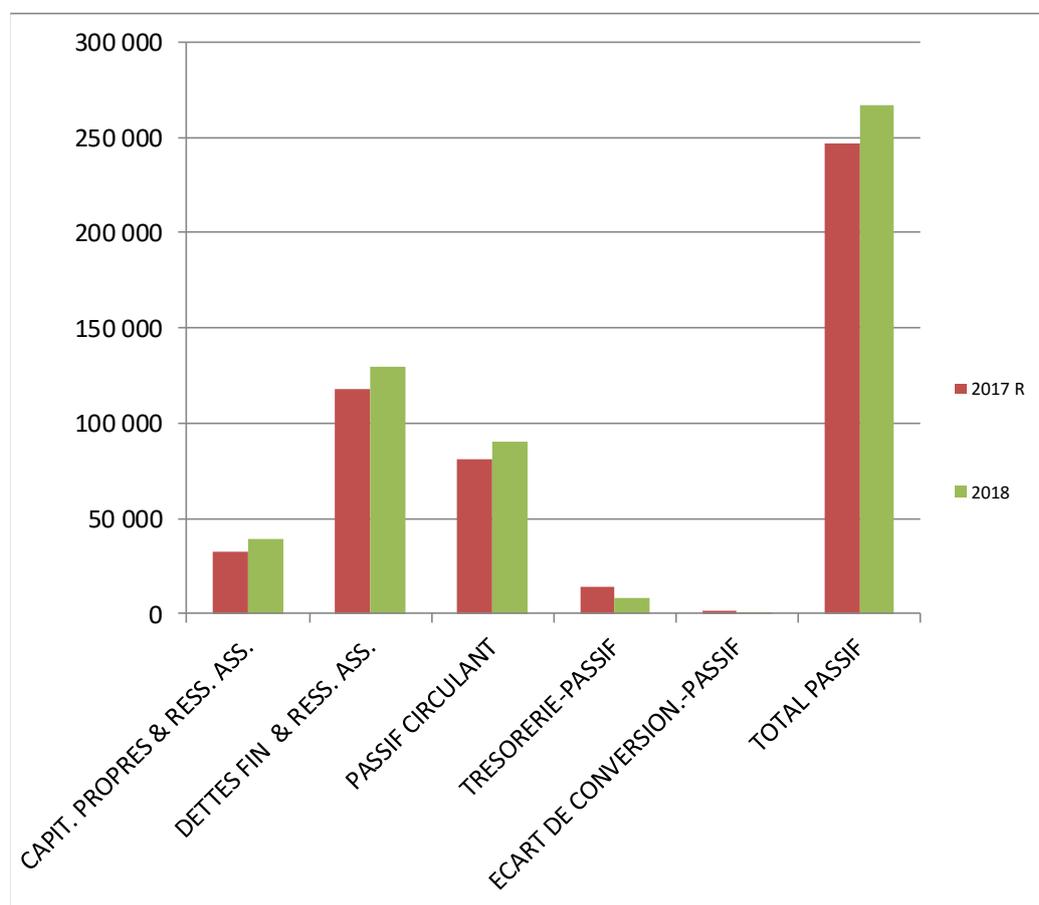
LIBELLES	NOTES	SOLDE AU 31/12/2018	SOLDE AU 31/12/2017
Capital		26 350 000 000	26 350 000 000
Prime et réserves			
Ecart de réévaluation		2 475 000	2 475 000
Report à nouveau		-22 219 696 326	-19 423 863 988
Résultat net de l'exercice		6 539 315 670	-2 795 832 338
Subvention d'investissement		23 801 809 356	23 464 795 435
Provisions réglementées et fonds assimilés		4 364 569 423	4 612 843 907
TOTAL CAPITAUX PROPRES & RESS.ASSIM (I)	7	38 838 473 123	32 210 418 016
Emprunts et dettes financières diverses		116 926 367 066	107 858 841 494
Dettes de location acquisition		0	0
Provisions financières pour risques et charges		12 556 385 584	9 987 294 387
TOTAL DETTES FINANCIERES ET RESS. ASS. (II)	8	129 482 752 650	117 846 135 881
TOTAL RESSOURCES STABLES (I+II)		168 321 225 773	150 056 553 897
Dettes circulantes HAO		570 131 333	677 009 666
Clients avances reçues		5 134 714 551	4 862 241 023
Fournisseurs d'exploitation		67 686 954 041	54 994 164 603
Dettes fiscales et sociales		1 667 634 667	1 551 139 562
Autres dettes		14 591 546 869	18 689 381 495
Risques provisionnés		705 699 408	400 181 737
TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	9	90 356 680 869	81 174 118 086
Banques crédits escompte		0	0
Banques, Etablis. Financ. Et credit de tresorerie		7 958 735 370	13 731 585 172
TOTAL TRESORERIE PASSIF (IV)	10	7 958 735 370	13 731 585 172
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (V)	11	201 035 873	1 780 174 025
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV +V)		266 837 677 885	246 742 431 180

Figure 8: Evolution des grandes masses du bilan-passif de 2017 à 2018

EVOLUTION DES GRANDES MASSES DU BILAN-PASSIF DE 2017 A 2018

(en millions de francs cfa)

	2017 R	2018
CAPIT. PROPRES & RESS. ASS.	32 210	38 838
DETTES FIN & RESS. ASS.	117 846	129 483
PASSIF CIRCULANT	81 174	90 357
TRESORERIE-PASSIF	13 732	7 959
ECART DE CONVERSION.-PASSIF	1 780	201
TOTAL PASSIF	246 742	266 838



3.3 : COMPTE DE RESULTAT

Figure 9: Compte de résultat au 31/12/18

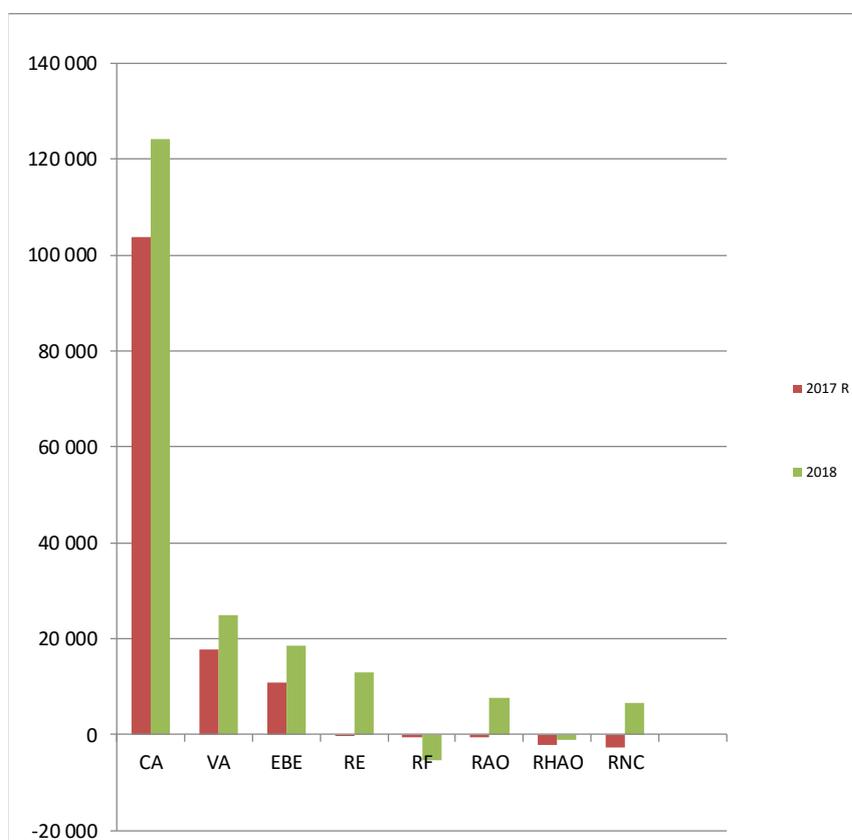
COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2018

(Montants exprimés en FCFA)

LIBELLES	NOTES	SOLDE AU 31/12/2018	SOLDE AU 31/12/2017
Vente d'énergie	12	102 774 118 614	78 166 947 861
Achat d'énergie	13	-80 825 179 912	-69 160 713 307
Variations de stocks		0	0
MARGE COMMERCIALE		21 948 938 702	9 006 234 554
Ventes de produits fabriqués	12	14 418 493 018	25 430 188 880
Travaux, services vendus	12	6 303 370 416	0
Produits accessoires	12	550 459 833	76 011 763
CHIFFRE D'AFFAIRES (A+B+C+D)	12	124 046 441 881	103 673 148 504
Subvention d'Exploitation		0	0
Autres produits	12	1 208 798 166	2 644 271 425
Transfert de charges d'exploitation	12	474 808 245	832 743 830
Achats de matières premières et fournitures liées	13	-3 826 788 093	-14 059 988 863
Var stock matières premières et fournitures liées	13	-2 241 768	-26 752 807
Autres achats	13	-1 373 144 470	-2 050 124 182
Variation de stocks d'autres approvisionnements	13	-642 853 429	244 614 446
Transports	13	-24 145 831	-56 104 313
Services extérieurs	13	-8 866 983 767	-4 140 533 775
Impôts et taxes	13	-6 333 708	-8 477 718
Autres charges	13	-5 165 554 659	-275 594 694
VALEUR AJOUTEE		24 996 822 655	17 616 488 546
Charges de personnel	13	-6 467 679 107	-6 818 793 371
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		18 529 143 548	10 797 695 175
Reprises d'amortissements, de provisions et de dépréciations	12	2 345 169 835	525 658
Dotations aux amortissements, aux provisions et aux dépréciations	13	-7 870 158 556	-10 809 629 192
RESULTAT D'EXPLOITATION		13 004 154 827	-11 408 359
Revenus financiers et assimilés	14	201 239 378	4 826 530 465
Reprises de provisions et de dépréciations financières		0	1 401 047 049
Transfert de charges financières		0	0
Frais financiers et charges assimilées	15	-4 914 697 830	-6 922 347 607
Dotations aux provisions et aux dépréciations financières	15	-552 422 514	0
RESULTAT FINANCIER		-5 265 880 966	-694 770 093
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES		7 738 273 861	-706 178 452
Produits des cessions d'immobilisations	16	39 319 153	24 345 220
Autres produits HAO	17	248 282 744	380 564 770
Valeurs comptables des cessions d'immobilisations		-13 376 399	-20 039 750
Autres charges HAO		-1 473 183 689	-2 474 524 126
RESULTAT HORS ACTIVITES ORDINAIRES		-1 198 958 191	-2 089 653 886
RESULTAT NET COMPTABLE		6 539 315 670	-2 795 832 338

Figure 10: Evolution des soldes intermédiaires de gestion de 2017 à 2019
EVOLUTION DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION DE 2017 A 2018
 (en millions de francs cfa)

	2017 R	2018
MCCLE	9 006	21 949
CA	103 673	124 046
VA	17 616	24 997
EBE	10 798	18 529
RE	-11	13 004
RF	-695	-5 266
RAO	-706	7 738
RHAO	-2 090	-1 199
RNC	-2 796	6 539



MCCLE : MARGE COMMERCIALE
CA : CHIFFRE D'AFFAIRES
VA : VALEUR AJOUTEE
EBE : EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION
RE : RESULTAT D'EXPLOITATION
RF : RESULTAT FINANCIER
RAO : RESULTAT ACTIVITES ORDINAIRES
RHAO : RESULTAT HORS ACTIVITES ORDINAIRES
RNC : RESULTAT NET COMPTABLE

3.4 : NOTES ET COMMENTAIRES AUX ETATS FINANCIERS

1. RESUME DES METHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

Les états financiers au 31 décembre 2018 ont été élaborés selon les règles de la comptabilité privée et sont présentés suivant le référentiel du Système Comptable de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (SYSCOHADA)-Révisé adopté le 26 Janvier 2017 et entré en vigueur le 1er janvier 2018.

Ce nouvel acte uniforme abroge, notamment en son article 112, les dispositions de l'ancien acte uniforme portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises ainsi que toutes les dispositions de droit interne antérieures et contraires. Il implique également des changements majeurs visant à améliorer la pertinence et la fiabilité de l'information financière.

Le système comptable adopté est le système normal.

Les méthodes et principes comptables utilisés se présentent comme suit :

1.1 Immobilisations incorporelles

Elles sont constituées de licences et de logiciels et sont amorties suivant la méthode linéaire.

Les taux d'amortissement utilisés sont les suivants :

Licences	20%
Logiciels	20 % et 33 %

1.2 Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition selon le principe du coût historique et sont amorties suivant la méthode linéaire basée sur leur durée de vie probable.

Les taux appliqués sont les suivants :

Bâtiments	:	5 %
Centrale Génie Civile	:	2 %
Installations électriques	:	5 %
Installations Télécoms	:	5 %
Services Auxiliaires	:	5 %
Lignes haute tension	:	3,3 %

Lignes moyenne tension	:	5 %
Agencements	:	10 %
Matériels et Mobiliers	:	20 % et 10 %
Matériels de transport	:	20 %.

1.3 Les titres de participation

Les titres de participation sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition.

1.4 Provision pour dépréciation de créances

Une provision de 100 % est constituée sur les créances âgées de 4 ans et plus.

1.5 Vente d'énergie électrique

Les ventes d'énergie électrique sont comptabilisées sur la base des factures émises à partir des relevés mensuels de consommations des clients effectués dans les différents postes de la CEB.

1.6 Indépendance des exercices

Les charges imputables à l'exercice et pour lesquelles les factures ne sont pas reçues sont estimées et une provision est constituée à la clôture de l'exercice.

Les charges payées ou comptabilisées d'avance sont enregistrées dans un compte de régularisation actif.

1.7 Stocks

Les stocks sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et tenus suivant l'inventaire permanent. Ils font l'objet d'un inventaire général en fin d'exercice et sont valorisés suivant la méthode du coût moyen pondéré après chaque entrée.

1.8 Dettes en devises

Les dettes en devises sont évaluées au cours de clôture d'exercice et les pertes ou les gains de change potentiels sont enregistrés dans les comptes d'écarts de conversion à l'actif ou au passif. Les pertes de change potentielles (écarts de conversion - actif) font l'objet de provisions à 100 % pour les dettes à court terme et de provisions étalées sur la durée de vie restant à courir jusqu'au terme des remboursements pour les dettes à long terme. Toutefois les dettes échues et non payées à la clôture sont évaluées au cours de la date d'échéance pour la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA).

1.9 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement enregistrées au passif du bilan sont amorties au même taux que les immobilisations qu'elles ont servies à financer.

1.10 Provision spéciale de réévaluation

Elle est la contrepartie de l'augmentation de l'actif immobilisé réévalué.

1.11 Provision pour faible pluviométrie

Il s'agit de la provision pour couvrir la baisse du résultat liée à une faible pluviométrie (année sèche) dans le bassin de Nangbéto.

1.12 Disponibilités en devises

Les soldes des comptes de trésorerie en devises sont évalués au cours de clôture. Les écarts dégagés sont passés en gains ou pertes de change selon que l'évaluation au cours de clôture augmente ou diminue les soldes.

2. BILAN PROFORMA 2017

Pour la première application du SYSCOHADA révisé, des dispositions transitoires ont été éditées, notamment à son article 111-1 afin de prescrire le traitement comptable à apporter aux comptes d'actif et de passif traités différemment dans l'ancien acte uniforme. Afin de préparer et de présenter le bilan d'ouverture au 1er janvier 2018 en SYSCOHADA révisé, il a fallu procéder à un travail d'inventaire des principaux changements ayant un impact sur les comptes clos au 31 décembre 2017 et procéder aux reclassements et ajustements nécessaires avant la clôture des comptes de l'exercice 2018. Il faut également noter que certains reclassements ont été effectués pour se conformer au plan de comptes révisé de la CEB, établi selon les dispositions du SYSCOHADA révisé.

Les comptes pro forma ainsi élaborés au titre du 31 Décembre 2017, comprennent uniquement le bilan conformément à l'avis technique relatif à l'application de l'Acte Uniforme relatif au Droit Comptable et à l'Information Financière. Les retraitements comptables effectués portent essentiellement sur les éléments résumés dans le tableau ci-dessous :

N°	Problématiques	Principes	Applicabilité des problématiques à la CEB	Traitement comptable			
				N° de compte	Libellé	Débit	Crédit
1	Charges immobilisées (hors primes de remboursement et frais de prospection)	Les comptes charges immobilisées enregistrés antérieurement à la révision du SYSCOHADA doivent être reclassés dans le compte 4751 «Compte transitoire ajustement spécial lié à la révision du SYSCOHADA, compte actif». Ensuite, le compte 4751 doit être repris sur l'exercice ou étalé sur la période restant à amortir sans dépasser cinq (5) ans par le biais des comptes de charges par nature concernés.	Au 31/12/2017, les comptes de la CEB présentent des charges immobilisées d'un montant total de FCFA 7 432 900 707. Elles se composent des frais d'acquisition d'immobilisation et de charges à étaler, évalués respectivement à 7 235 941 221 et 196 959 486	47510010	COMPTE TRANSITOIRE ACTIF	7 432 900 707	
				20220010	FRAIS D'ACQUISITION IMMO		196 959 486
				20280010	CHARGES A ETALER		7 235 941 221
2	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	Les provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices, constituées antérieurement à l'entrée en vigueur du SYSCOHADA révisé, s'il s'agit d'une révision majeure, doit être reprise par le compte 4752 «Compte transitoire, ajustement spécial lié à la révision du SYSCOHADA – compte de passif». Le compte 4752 est ensuite rapporté au résultat du premier exercice d'application de l'Acte uniforme révisé ou étalé sur une durée qui ne doit pas dépasser cinq (5) ans par le biais du compte 791 «Reprises de provision».	Au 31/12/2017, les comptes de la CEB contiennent des provisions pour grosses réparations d'un montant de FCFA 11 606 000 000 figurant au passif du compte 19710010 "PROV/GROSSES REPARATIONS"	19710010	PROV/GROSSES REPARATIONS	11 606 000 000	
				47520010	COMPTE TRANSITOIRE PASSIF		11 606 000 000

Le bilan pro forma au 31 décembre 2017 ressort ainsi avec un total actif et passif de 246 742 431 180 FCFA et un Résultat net comptable négatif de 2 795 832 338 FCFA.

3. ACTIF IMMOBILISE

3.1 Immobilisations incorporelles

Les variations intervenues dans les comptes d'immobilisations incorporelles se présentent comme suit :

DESIGNATIONS	Soldes au 31/12/2017	Acquisitions ou dotations	Transfert/ Cession	Soldes au 31/12/2018
Valeurs brutes				
Frais de développement	494 615 969		-494 615 969 (a)	0
Licences	50 052 208			50 052 208
Logiciels	411 060 469			411 060 469
Total brut	955 728 646	0	-494 615 969	461 112 677
Amortissements				
Frais de développement	-494 615 969		494 615 969	0
Licences	-49 524 160	-528 048	0	-50 052 208
Logiciels	-395 485 826	-5 930 688		-401 416 514
Total amortissements	-939 625 955	-6 458 736	494 615 969	-451 468 722
Valeurs nettes	16 102 691	-6 458 736	0	9 643 955

(a) Les frais de développement inscrits à l'actif du bilan ont été sortis parce que totalement amortis et ne répondant pas aux critères d'inscription à l'actif du bilan selon les nouvelles dispositions du SYSCOHADA-Révisé.

3.2 Immobilisations corporelles

Les variations intervenues dans les immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

DESIGNATIONS	Soldes au 31/12/2017	Acquisitions ou dotations	Cession/rebut	Transfert+/-		Soldes au 31/12/2018
Valeurs brutes						
Terrains	2 268 034 013					2 268 034 013
Bâtiments	54 054 779 299	27 264 324 (a)				54 082 043 623
Installations,agencements	146 630 334 880	89 233 691 (b)	-60 715 824 (d)			146 658 852 747
Matériels	21 845 852 109	48 592 945 (c)	-55 252 490 (d)	0		21 839 192 564
Matériels de transport	2 827 446 887	0	-283 933 442 (e)			2 543 513 445
	227 626 447 188	165 090 960	-399 901 756	0	0	227 391 636 392
Immobilisations en cours	23 963 891 308	32 542 289 615 (f)		0		56 506 180 923
Total brut	251 590 338 496	32 707 380 575	-399 901 756	0	0	283 897 817 315
Amortiss/Déprec						
Bâtiments	-35 411 851 549	-1 406 912 963	0			-36 818 764 512
Installations,agencements	-90 579 932 235	-4 815 000 498	51 455 378			-95 343 477 355
Matériels	-19 993 675 757	-918 089 669	52 205 371			-20 859 560 055
Matériels de transport	-2 364 693 647	-180 019 721	282 864 608			-2 261 848 760
Total amortissements	-148 350 153 188	-7 320 022 851	386 525 357	0	0	-155 283 650 682
Valeurs nettes	103 240 185 308	25 387 357 724	-13 376 399	0	0	128 614 166 633

- a)** La rubrique Bâtiments a enregistré le volet génie civil de la réhabilitation du poste de Tohoun.
- b)** Ce montant est relatif essentiellement au volet installations électriques et auxiliaires de la réhabilitation du poste de Tohoun pour 67,195 millions de FCFA et divers achats de climatiseurs et combinés téléphoniques.
- c)** Il s'agit des dépenses relatives essentiellement à l'acquisition de divers outillages pour 8,5 millions de FCFA, de matériels de bureau et informatiques pour 32,8 millions de francs CFA, de divers mobiliers pour 4 millions de francs CFA.
- d)** Ces montants représentent la valeur des divers matériels et mobiliers mis au rebut en 2018 et sortis des comptes.
- e)** Ce montant représente la valeur des véhicules usagers sortis des comptes et cédés au personnel par vente aux enchères en 2018 selon le tableau suivant :

Libellés	Qté
TOYOTA LAND CRUISER	2
TOYOTA HILUX	6
TOYOTA LN	1
TOYOTA FORTUNA	1
TOYOTA YARIS	1
TOYOTA PRADO	1
MITSUBISHI	3
VOLKSWAGEN	1
RENAULT LOGY	1
Total	17

f) Il s'agit des dépenses relatives aux divers projets arrivés à terme mais ayant fait l'objet d'une réception opérationnelle et dont les ouvrages ont été mis en service en 2018.

3.3 Avances et acomptes sur immobilisations

Il s'agit essentiellement des avances versées dans le cadre des travaux ou projets suivants :

- acquisition du matériel radio pour 44,70 millions de francs CFA ;
- projet de renforcement des postes de CIMAO et de MOME-HAGOU pour 3 769 millions de francs CFA ;
- extension du poste 330 kV de SAKETE pour 3 513 millions de FCFA ;
- projet de construction lignes 63 kV ONIGBOLO ET NOCIBE pour 1 199 millions de FCFA ;
- projet de construction des postes de DAVIE et LEGBASSITO pour 16 925 millions de francs CFA ;
- contrôle et supervision ligne 330 kV GHANA-TOGO-BENIN pour 1 308 millions de FCFA ;
- projet de construction ligne 330 kV GHANA-TOGO-BENIN pour 10 950 millions de FCFA ;
- projet de réhabilitation de la Centrale hydroélectrique de NANGBETO pour 162 millions de FCFA ;
- projet de construction de la ligne 161 kV BEMBEREKE-KANDI-MALANVILLE pour 11 059 millions de FCFA ;

- projet d'extension du postes 161/34,5 kV de PARAKOU et construction du poste 161/34,5 kV de BEMBEREKE pour 4 279 millions de FCFA ;
- contrôle et supervision de la construction de la ligne 161 kV BEMBEREKE-KANDI-MALANVILLE et postes associés pour 1 208 millions de FCFA.

3.4 Immobilisations financières

3.4.1 Titres de participation

La CEB détient des titres de participation pour un montant de 52 millions de francs CFA dans les sociétés SOTOGAZ et BENGAZ, sociétés créées dans le cadre du gazoduc Ouest Africain.

3.4.2 Autres immobilisations financières

Ce poste a enregistré les dépôts versés en caution pour l'abonnement d'eau, d'électricité, de téléphone, de gaz, pour un montant de 17,9 millions de francs CFA, l'avance faite à la Direction du Trésor et de la Comptabilité Publique du Bénin dans le cadre du Projet Fourniture Service de l'Energie pour 100 millions de francs CFA et les dépôts à long terme et intérêts courus associés pour 1 661 millions de FCFA.

4. ACTIF CIRCULANT

L'actif circulant se détaille comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
Actif circulant HAO	0	0
Stock et encours	4 191 628 810	4 836 724 007
Fournisseurs avances versées	2 545 116 935	3 639 013 129
Clients	51 691 542 180	37 531 993 350
Autres créances	10 043 600 859	11 234 245 896
Total	68 471 888 784	57 241 976 382

4.1 Stocks

Les stocks sont constitués essentiellement de combustible (Jet A1), de pièces de rechange et d'huiles, principalement les huiles Volt Esso. Ces stocks sont tenus suivant

la méthode de l'inventaire permanent et sont valorisés au coût moyen unitaire pondéré après chaque entrée.

Les stocks se détaillent comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
Jet A1	123 355 108	125 596 876
Huiles et lubrifiant	187 061 155	189 063 409
Carburant	21 882 686	34 180 628
Pièces de rechange	3 975 449 124	4 604 002 357
	4 307 748 073	4 952 843 270
Provisions/pièces de rechange	-116 119 263	-116 119 263
Total	4 191 628 810	4 836 724 007

4.2 Fournisseurs avances et acomptes

Les avances consenties à ces fournisseurs concernent essentiellement les études de projets, les achats de pièces de rechange et l'assistance à la CEB pour l'indemnisation et l'obtention des titres fonciers relatifs aux domaines retenus dans le cadre des projets. Il s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
Me TOFIO	157 144 860	26 523 000
Me HILLAH	7 500 000	7 500 000
BF CONSEIL	36 755 500	36 755 500
PRATT & WITHNEY	112 160 112	58 291 338
E-HUB	19 324 320	19 324 320
ODIAHE	8 015 000	8 015 000
TRACTABEL	322 896 014	322 896 014
FOURNISSEURS RARES TOGO	79 351 387	34 149 637
EDF	-	30 974 289
SCHNEIDER	12 009 440	12 009 440
T & D POWER SOLUTIONS	334 018 243	334 018 243
SNC LAVALIN	-	378 738 711
CG HOLDING BELGIUM	54 757 414	54 757 414
FORNISSEURS RARES BENIN	117 527 301	117 527 301
Me LAGUIDE	96 009 300	96 009 300
GEMCO	13 040 425	13 040 425
STUCKY SA	-	287 982 024
CABIRA	-	339 666 420
RTE INTERNATIONAL	27 212 376	-
LAND RESSOURCES	-	524 939 944
ALAIN SABATON	11 321 818	11 321 818
ME ACOUETHEY	245 009 789	143 415 009
PAL BIOGENIE CYBER WORKS CORPORA	22 915 600	21 878 000
CREOPSE	13 046 656	13 046 656
GORDON APLEBY	14 277 685	13 631 203
JEAN ETIENNE KLIMPT	23 694 730	22 621 852
VOITH Hydro	101 035 745	101 035 745
STADIA	-	99 400 000
DIVERS FOURNISSEURS EN DEVISES	221 491 574	289 304 146
AUTRES	494 601 646	220 240 380
Total Fournisseurs/avances	2 545 116 935	3 639 013 129
avance fournisseurs douteux	15 891 806	15 891 806
Provisions	- 15 891 806	- 15 891 806
Net	2 545 116 935	3 639 013 129

4.3 Clients

D'un montant net de 51 692 millions de francs CFA au 31 décembre 2018, ce poste s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2018
CLIENTS ORDINAIRES		
SNPT	605 215 000	492 895 000
CEET	29 468 893 882	4 941 064 207
WACEM	685 333 986	345 578 986
SBEE	12 983 267 294	30 390 832 574
SCB LAFARGE	581 341 410	217 766 055
SONABEL	50 146 742	44 121 528
SCAN TOGO	1 147 185 000	1 099 735 000
TRANSPORT ET TRANSIT		
CEET	1 739 678 000	0
SBEE	3 100 065 401	0
Total clients ordinaires	50 361 126 715	37 531 993 350
CLIENTS DOUTEUX		
IFG	34 263 983	34 263 983
Total clients douteux	34 263 983	34 263 983
CLIENTS FACTURES A ETABLIR		
CEET	436 767 000	0
SBEE	893 648 465	0
Total clients factures à établir	1 330 415 465	0
TOTAL CLIENTS BRUTS	51 725 806 163	37 566 257 333
Provisions	-34 263 983	-34 263 983
CLIENTS NETS	51 691 542 180	37 531 993 350

4.4 Autres créances

Cette rubrique se présente comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
Personnel avance	168 405 104 (a)	183 020 513
Débiteurs divers	4 859 020 567 (b)	3 492 729 637
Débiteurs divers en devises		7 959 821
Compte transitoire actif	4 210 109 953 (c)	7 432 900 707
Débours et frais médicaux	7 660 889	
Produits à recevoir	22 812 612	20 691 000
Charges constatées d'avance	775 591 734 (d)	96 944 218
Total	10 043 600 859	11 234 245 896
Débiteurs douteux	854 586 307 (e)	854 586 307
Total brut	10 898 187 166	12 088 832 203
Provisions	-854 586 307	-854 586 307
Créances nettes	10 043 600 859	11 234 245 896

(a) Il s'agit des avances consenties au personnel sous forme de frais d'hospitalisation ou de frais d'hébergement dans le cadre des missions, de dépassement de quotas d'électricité en cours de remboursement et non encore régularisés au 31 décembre 2018.

(b) Il s'agit essentiellement des factures de cession de gaz à la CEET et AXXELA et non réglées au 31 décembre 2018, et de divers débiteurs à régulariser.

(c) Le compte transitoire actif est constitué du solde des charges immobilisées transférées dans le cadre de la mise en vigueur du SYSCOHADA-Révisé. Ce montant est repris sur trois ans à partir de l'exercice 2018.

(d) Les charges constatées d'avance sont constituées essentiellement de stock de fournitures de bureau et de fournitures diverses, de consommables informatiques, de pièces de rechange de véhicules et de loyer payés d'avance, de primes d'assurance comptabilisées d'avance.

(e) Les débiteurs douteux concernent essentiellement :

- les dépenses réalisées pour le compte d'ELECTRO-TOGO dans le cadre des travaux de réhabilitation de la Centrale thermique de Lomé ainsi que les consommations d'électricité facturées par la CEB pour un montant global de 363,5 millions de francs CFA,

- les dépenses relatives à la convention de financement du projet d'Adjarala signée entre la CEB et OACM pour 196,8 millions de francs CFA,
- une avance de fonds à African Investment Bank dans le cadre d'une convention de prise de participation conclue entre la CEB et COWRIE CORPORATION pour 150 millions de francs CFA.

Ces créances sont couvertes par des provisions à 100 % compte tenu des risques d'irrecouvrabilité qui y sont liés.

5. TRESORERIE - ACTIF

D'un montant de 10 395 millions de Francs CFA au 31 décembre 2018, ce poste additionne le compte caisse d'un solde de 8,2 millions de FCFA, le compte banque d'un solde de 10 383 millions de FCFA et le compte Instrument de monnaie électronique pour 3,2 millions de FCFA détaillés dans les tableaux suivants :

5.1 Caisses

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
CAISSES		
Caisse principale	4 040 450	4 334 600
Caisse USD	606 404	3 244 507
Caisse dollar Can	74 149	74 149
Caisse EURO	2 984 604	2 591 030
Caisse région Togo	409 200	42 497
Caisse région Bénin	9 495	1 249 999
Caisse Nangbeto	57 125	29 100
Caisse CFPP menues dépenses	6 970	7 200
TOTAL	8 188 397	11 573 082

5.2 Banques

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
BANQUES		
DIAMOND BANK TOGO	22 658 629	20 057 020
UTB PJT BEN TG REHABILITATION	17 297 480	17 363 502
BTCI Lomé	11 717 378	159 769 005
BIA-Togo	9 987 620	23 616 423
ORABANK TG CPTÉ INDEM PROJET	431 590 297	626 199 747
ECOBANK-TOGO Compte de gages	597 356 581	649 143
ECOBANK Compte bloqué	4 596 234 999	4 550 520 661
ECOBANK-TG INVEST	86 269 134	107 810 429
ECOBANK-TG CREDOC	76 637 791	603 530 679
BANQUE ATLANTIQUE TOGO c/c	59 998 557	105 542 199
BTCI CARTE VISA	6 405 980	6 405 980
BSIC TG COMPTE COURANT	256 205 436	156 559 386
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE TOGO		709 629
ECOBANK Bénin C/C	1 058 925 675	
ECOBANK-BENIN GRIDCO	700 000 000	700 000 000
ECOBANK-BENIN PJT BEN TG PWER	619 060 887	316 908 141
BCB C/C	714 240 757	714 240 757
BCEAO COTONOU	13 285 747	13 285 747
BIBE C/C	6 140 114	6 201 316
BOA BN C/C	584 833 724	550 629 313
UBA	120 843 822	316 735
BANQUE ATLANTIQUE BENIN	20 562 674	139 225 972
CCI BANK BENIN C/C	11 734 779	1 780 236
ORABANK DAT	1 050 000 000	1 050 000 000
	11 071 988 061	9 871 322 020
Intérêts courus produits à recevoir	25 512 083	10 285 972
TOTAL	11 097 500 144	9 881 607 992
Dépréciations comptes BCB	-714 240 757	-714 240 757
TOTAL NET	10 383 259 387	9 167 367 235

6. ECARTS DE CONVERSION ACTIF

Ce poste concerne les dettes de la CEB (emprunts et dettes fournisseurs) libellées en devises. Il s'agit de la différence entre leur coût historique et leur valeur de conversion aux cours des devises à la clôture de l'exercice.

D'un montant de 4 140 millions de francs CFA, cet écart constitue une perte potentielle et fait l'objet d'une provision de 2 127 millions de FCFA pour le volet emprunt et de 305,5 millions de FCFA volet dettes fournisseurs conformément à l'article 56 du règlement relatif au droit comptable dans les Etats de l'OHADA qui dispose que par dérogation et à titre exceptionnel lorsqu'un emprunt est contracté ou un prêt est consenti à l'étranger pour une période supérieure à un an, la perte ou le gain résultant à la clôture de l'exercice doit être étalé sur la période restante à courir jusqu'au terme des remboursements ou des encaissements à venir prévus au contrat.

7. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES

Cette rubrique s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
Capital	26 350 000 000	26 350 000 000
Primes, réserves et report à nouveau	- 22 217 221 326	- 19 421 388 988
Résultat de l'exercice	6 539 315 670	- 2 795 832 338
Subvention d'investissement	23 801 809 356	23 464 795 435
Provisions réglementées	4 364 569 423	4 612 843 907
TOTAL	38 838 473 123	32 210 418 016

7.1 Capital

Par nécessité de se conformer aux dispositions du traité et de l'acte uniforme de l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du Droit des Affaires, le Haut Conseil Interétatique a, en date du 05 décembre 2008, décidé de doter la CEB d'un capital social.

Aux termes de cette décision, la CEB est dotée d'un capital social d'un montant de 26 350 millions de francs CFA réparti à parts égales par équité entre les deux Etats, le Bénin et le Togo.

7.2 Primes, réserves et report à nouveau

Ce poste comprend l'écart de réévaluation relatif à la réévaluation des terrains pour 2,5 millions de francs CFA et le report à nouveau cumulé négatif de 22 220 millions de francs CFA au 31 décembre 2018.

7.3 Subventions d'investissement

En vue du financement de certains travaux notamment les travaux d'extension du Centre de Formation Professionnelle et de Perfectionnement d'Abomey Calavi, l'Interconnexion CEB/TCN, la construction des postes de TANZOU au Bénin et de DAVIE au Togo, la CEB a bénéficié des subventions de certains organismes : FAC, BAD, KFW. Ces subventions s'amortissent au même taux que les infrastructures financées.

Le solde au 31 décembre 2018 de 23 802 millions de francs CFA représente d'une part la quote-part non encore amortie correspondant à la valeur comptable nette des immobilisations en exploitation et d'autre part les décaissements reçus pour les projets en cours de réalisation.

7.4 Provisions réglementées

Le solde de ce poste correspond à la provision spéciale de réévaluation.

Suite à la dévaluation du francs CFA intervenue en 1994, la CEB a procédé avec l'aide des Cabinets EFOGERC et BENIN EXPERTISE, à la réévaluation de ses immobilisations conformément à la loi N°95 016 en date du 18 août 1995 portant autorisation de la réévaluation légale des bilans au Togo.

L'écart entre la valeur historique et la valeur réévaluée des immobilisations a été porté au crédit du compte provision spéciale de réévaluation et s'est amorti au même rythme que les immobilisations réévaluées.

Le solde au 31 décembre 2018 de 4 365 millions de francs CFA correspond donc à la valeur comptable nette de la fraction réévaluée des immobilisations.

8. DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES

Le solde de la rubrique s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
Emprunts	106 188 546 660	99 260 280 837
Dettes financières diverses	10 737 820 406	8 598 560 657
Provisions financières pour risques	12 556 385 584	9 987 294 387
TOTAL	129 482 752 650	117 846 135 881

8.1 Emprunts

En vue de financer la construction et l'installation de ses infrastructures et équipements de production et de transport d'énergie électrique, la CEB a contracté divers emprunts. Ces emprunts sont de trois catégories auxquels s'ajoutent les intérêts courus.

Les intérêts courus se détaillent comme suit :

- les intérêts courus sur emprunts rétrocédés par l'Etat Togolais de 1 066 millions de francs CFA ;
- les intérêts courus sur emprunts rétrocédés par l'Etat béninois de 5 709 millions de francs CFA ;
- les intérêts courus sur emprunts directs de 882 millions de francs CFA.

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
PRÊT ACDI 19/08/69 TOG	270 363 082	270 363 082
EXIM BANK CHINE	12 600 002 796	12 713 448 200
IDA PIAT 2367 TOGO	418 824 974	418 824 974
BEI -TOGO	1 967 871 000	1 967 871 000
BOAD 084 PR CONSTRUCT & RENF.	379 951 282	379 951 282
Total emprunts rotrocédés trésor togo	15 637 013 134	15 750 458 538
FAD 330KV GH-TG-BEN	9 850 517 495	8 121 296 353
ACDI 23/08/669 BEN	50 642 500	50 642 500
IDA 3951 BEN	9 436 530 367	9 009 251 836
FONDS NORDIQUE	5 431 323 369	5 431 323 369
IDA 4214 BEN	7 917 823 610	7 743 261 490
IDA 4492 BEN	433 607 259	405 872 249
BEI-BENIN	20 017 028 620	17 382 860 500
BOAD 014 FDE CONSTRUCT LIGNE	11 313 224 670	7 850 185 202
IDA 4587 BEN	9 152 509 981	7 567 436 410
Total emprunt retrocédés CAA	73 603 207 871	63 562 129 909
KFW BOHICON	1 037 916 618	1 037 916 618
BOAD 043 CONSTR BEMB	2 997 737 487	1 455 673 207
KFW ATAKPAME	1 101 906 000	1 101 906 000
FAD DISPATCHING CHF	96 472 349	97 666 663
FAD DISPATCHING JPY	293 265 048	287 388 669
FAD DISPATCHING USD	2 007 900 647	2 015 291 415
FAD DISPATCHING EURO	912 879 094	959 693 406
ECOBANK TG 3	2 516 528 395	5 660 999 477
ECOBANK-BENIN		990 633 145
ECOBANK TG 4		287 220 901
BOAD 095 POUR RENFORC	4 941 136 841	4 971 481 779
ACDI CIMAO	1 042 583 176	1 081 821 110
Total emprunts directs	16 948 325 655	19 947 692 390
	106 188 546 660	99 260 280 837
INTERETS COURUS	7 565 236 741	5 510 218 387
TOTAL	113 753 783 401	104 770 499 224

8.2 Dettes financières diverses

Les dettes financières diverses comprennent les avances de fonds et les dépôts et cautionnements reçus. Le solde de la rubrique s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
Avance de Fonds Bénin	16 758 538 (a)	16 758 538
Avance de Fonds Togo	1 550 000 000 (a)	1 550 000 000
Avance de Fonds BOAD	459 371 232 (b)	459 371 232
Dépôts et cautionnements reçus	1 062 212 500 (c)	1 062 212 500
Intérêts courus sur avances	84 241 395 (d)	77 255 125
Total	3 172 583 665	3 165 597 395

(a) Il s'agit d'avances de fonds octroyées par les Etats Béninois et Togolais dans le cadre des mesures de résorption de la crise énergétique.

(b) Il s'agit des avances de fonds consenties par la BOAD dans le cadre de l'étude de la réhabilitation de la ligne 161 kV Lomé-Cotonou-Onigbolo et de l'étude de la construction de la ligne Ghana-Togo-Bénin (Projet WAPP).

(c) Ce montant représente les dépôts et cautionnements reçus qui se détaillent comme suit :

	Montant
CEET	1 026 931 250
SBEE	5 281 250
SNPT	30 000 000
	<hr/>
	1 062 212 500

(d) Il s'agit des intérêts courus sur les avances consenties par la BOAD.

8.3 Provisions financières pour risques et charges

D'un montant de 12 556 millions de francs CFA, le solde de ce poste représente les provisions constituées pour perte de change potentielle de 2 127 millions de FCFA, pour indemnités de départ à la retraite de 3 106 millions de francs CFA, pour faible pluviométrie de 6 740 millions de FCFA et pour litiges de 574,6 millions de francs CFA.

9. PASSIF CIRCULANT

Le passif circulant s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
Dettes circulantes et ress.ass.HAO	570 131 333	677 009 666
Clients Avance reçues	5 134 714 551	4 862 241 023
Fournisseurs d'exploitation	67 686 954 041	54 994 164 603
Dettes fiscales	20 463 499	33 385 022
Dettes sociales	1 647 171 168	1 517 754 540
Autres dettes	14 591 546 869	18 689 381 495
Risques provisionnés	705 699 408	400 181 737
TOTAL	90 356 680 869	81 174 118 086

9.1 Dettes circulantes et ressources assimilées HAO

Le solde de la rubrique représente les dettes sur les fournisseurs d'immobilisations et s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
SAIMEX	500	500
GET CONSULT	3 409 186	3 409 186
SBEE	38 972 328	38 972 328
MARY CLEAN	3 099 200	3 099 200
EIFFAGE ENERGIE	51 515 437	51 515 437
RAMCO	2 060 000	2 060 000
TBEA		35 697 621
INEO	414 116 926	414 116 926
CIAU	343 000	343 000
ETS NORD SUD	1 435 000	1 435 000
CENTRAL INTERM D' EQUIPMT	1 900 000	1 900 000
AUTRES	53 279 756	124 460 468
TOTAL	570 131 333	677 009 666

9.2 Fournisseurs d'exploitation

Les fournisseurs d'exploitation comprennent les fournisseurs d'énergie et les fournisseurs de biens et services. Le solde du poste de 67 687 millions de francs CFA au 31 décembre 2018 s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
Fournisseurs d'énergie		
VRA	12 789 125 327	9 079 672 173
CIE	8 279 170 207	9 825 818 571
NIGELEC	-	-
TCN	40 659 362 413	32 033 304 990
GRIDCO	970 817 916	703 892 292
ECG	-	219 903 703
TOTAL FOURN. D'ENERGIE	62 698 475 863	51 862 591 729
Fournisseurs biens et services		
CEET	137 409 480	143 505 395
SBEE	1 032 568 984	477 916 543
CFAO TOGO	5 691 196	4 633 932
FERMAK	7 051 050	8 149 750
TOGO TELECOM	20 458 521	22 341 717
ODYSSEE INTERNATIONAL	8 721 700	8 721 700
3 SCA SARL	7 920 000	-
BENIN MENAGERE	11 047 410	11 047 410
EDF	60 274 529	43 706 072
COYNE ET BELIER	23 499 266	23 499 266
AFRICAINNE D'ASSURANCE	549 744 940	1 034 596
SONACOP	11 209 290	11 209 290
NGAS LIMITED	2 239 456 273	1 671 801 961
SIEMENS	2 548 282	2 548 282
ETS TAIROU ET FRERE	5 182 596	-
MONDA et FILS	4 324 415	1 843 039
FOUR /FACTURES NON PARVENUES	387 168 148	329 609 928
SEBA'3D	1 348 605	1 347 775
SONEB	7 734 731	27 698 331
SAS	11 520 000	5 730 654
SGHAN-HYGIENE SARL	2 172 000	
AGI PROTECTION	3 120 000	3 120 000
AUTRES	448 306 762	332 107 233
TOTAL FOURNI. BIENS ET SCES	4 988 478 178	3 131 572 874
TOTAL	67 686 954 041	54 994 164 603

9.3 Dettes fiscales

Le solde de la rubrique représente les dettes sur les administrations fiscales togolaise et béninoise et se détaille comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
Etat Togo IRPP	20 307 124	19 207 860
Etat Togo TCS	156 375	139 250
Impôts Bénin		14 037 912
TOTAL	20 463 499	33 385 022

9.4 Dettes sociales

Il s'agit des dettes sur les organismes sociaux et le personnel. Le solde du poste de 1 647 millions de francs CFA se détaille comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
PERSONNEL		
Provisions congés payés	936 514 904	844 939 860
Personnel autres charges à payer	506 656 234	493 164 260
sous total	1 443 171 138	1 338 104 120
ORGANISMES SOCIAUX		
CNSS TOGO	34 976 415	37 687 836
CNSS BENIN	23 795 169	20 837 142
Caisse de Retraite du Togo		131 391
Charges sociales sur Congés payés	113 523 755	90 938 334
Org Sociaux Autres charges à payer	31 704 691	30 055 717
sous total	204 000 030	179 650 420
TOTAL	1 647 171 168	1 517 754 540

9.5 Autres dettes

Les autres dettes se détaillent comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
Créditeurs divers	3 568 562 117 (a)	4 009 785 699
Debours frais médicaux (crédeur)		10 220 635
Charges à payer	1 738 184 752 (b)	3 063 375 161
Compte transitoire passif	9 284 800 000 (c)	11 606 000 000
Total	14 591 546 869	18 689 381 495

- (a) Les crédeurs divers représentent essentiellement les pénalités sur les impayés des dettes envers la CIE et la VRA.
- (b) Les charges à payer comprennent essentiellement les provisions pour honoraires d'auditeurs et commissaires aux comptes pour 107 millions de francs CFA, les provisions pour consommation d'électricité du personnel de la CEB pour 539 millions de francs CFA, les provisions pour achat d'étrences pour 146 millions de francs CFA, les provisions pour les intérêts moratoires sur les emprunts rétrocédés par les Etats togolais et béninois à la CEB pour 681 millions de francs CFA, la provision pour la prime assurance maladie de 2017 de CIGNA pour 435 millions de francs CFA et la provision de la redevance à payer à la CEET au titre de l'exploitation de la ligne 161 kV Lomé port – Lomé Aflao pour 283 millions de FCFA.
- (c) Le compte transitoire passif est constitué du solde de la provision pour grosse réparation transférée dans ce compte dans le cadre de la mise en vigueur du SYSCOHADA-Révisé. Ce montant est repris sur 5 ans à partir de l'exercice 2018.

10. TRESORERIE PASSIF

Le solde de la rubrique de 7 959 millions de francs CFA s'analyse comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
ORABANK C/C	3 061 349 286	3 909 773 004
ECOBANK Togo C/C	1 966 087 884	3 345 725 440
ECOBANK Bénin crédit T.		2 500 000 000
UTB Lomé	1 401 284 335	995 319 209
ORABANK CREDIT DE TRESORERIE	1 514 238 547	1 000 000 000
ECOBANK BENIN C/C	-	1 959 934 186
BANQUE INTERET COUR CH A PAYER	15 775 318	20 833 333
TOTAL	7 958 735 370	13 731 585 172

11. ECART DE CONVERSION-PASSIF

Le solde de ce poste de 201 millions de francs CFA représente les gains de change potentiels générés par les dettes en devises.

12. LES PRODUITS D'EXPLOITATION

12.1 Chiffre d'affaires

Ils sont constitués des ventes d'énergie, de cession de gaz et des produits accessoires.

Le solde de la rubrique se détaille comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
Vente d'énergie achetée	102 774 118 614	78 166 947 861
Vente d'énergie produite	14 418 493 018	25 430 188 880
Total vente d'énergie	117 192 611 632	103 597 136 741
Transport d'énergie	6 303 370 416	
Produits accessoires	550 459 833	76 011 763
CHIFFRE D'AFFAIRES	124 046 441 881	103 673 148 504

Le chiffre d'affaires a augmenté de 20% par rapport à 2017.

12.2 Autres produits d'exploitation

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
Autres produits	1 208 798 236 (a)	2 644 271 425
Transfert de charges d'exploitation	474 808 245 (b)	832 743 830
Reprise d'amort., de prov. et de dépr.	2 345 169 835 (c)	525 658
	4 028 776 316	3 477 540 913

- (a) Les autres produits sont constitués des gains de change sur créances et dettes commerciales pour 1 152 millions de FCFA et des indemnités d'assurance reçues pour 56,5 millions de FCFA.
- (b) Le solde de 475 millions de FCFA de ce poste constitue la contrepartie du transfert en charges de personnel de la bonification d'électricité et de carburant.
- (c) La rubrique reprise d'amortissements, de provisions et de dépréciation a enregistré en 2018, d'une part la reprise de subvention d'investissement de 23,7 millions de FCFA et d'autre part la quote-part annuelle de 2 321 millions de FCFA de la reprise de la provision pour grosse réparation constituée les exercices antérieurs. Cette reprise se fera sur cinq années à partir de 2018 pour répondre aux exigences du SYSCOHDA-Révisé.

13. LES CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation se présentent comme suit au 31 décembre 2018 :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
Achats d'énergie	77 184 321 287	69 160 713 307
Achat de gaz à refacturer	3 640 858 625	0
Achats de matières premières	3 826 788 093	14 059 988 863
Variation de stock	2 241 768	26 752 807
Autres achats	1 373 144 470	2 050 124 182
Variation de stock	642 853 429	-244 614 446
Transports	24 145 831	56 104 313
Services extérieurs	8 866 983 767	4 140 533 775
Impôts et taxes	6 333 708	8 477 718
Autres charges	5 165 554 659	275 594 694
Charges du personnel	6 467 679 107	6 818 793 371
Dotations aux amortissements et Provisions	7 870 158 556	10 809 629 192
TOTAL	115 071 063 300	107 162 097 776

13.1 Achat d'énergie électrique

Les achats de l'énergie électrique sont effectués essentiellement auprès de la Volta River Authority (VRA) et de de la Transmission Company of Nigeria (TCN). Ces achats se ventilent par fournisseur comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
VRA	20 711 236 412	13 448 176 625
CIE	0	5 478 559 203
TCN	56 473 084 875	49 690 147 780
ECG		543 829 699
TOTAL	77 184 321 287	69 160 713 307

Les achats d'énergie électrique de 2018 ont augmenté de 12% par rapport à 2017.

13.2 Achats de matières premières

Les achats de matières premières concernent l'achat du combustible (gaz ou jetA1) destiné au fonctionnement des turbines à gaz.

Les matières premières se présentent comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
gaz	3 826 788 093	14 059 988 863
Variation de stock jet A1	2 241 768	26 752 807
TOTAL	3 829 029 861	14 086 741 670

La diminution des achats de gaz par rapport à 2017 reflète la mise à l'arrêt de la TAG Lomé Port qui est arrivé en fin de potentiel.

13.3 Autres achats et variation de stocks

Les autres achats s'analysent comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
Gaz industriel	16 585 695	768 800
Huiles et Lubrifiants	47 962 335	4 934 261
Pièces de réchanges	324 781 582	515 356 683
Carburant	170 337 400	205 307 042
Bonification carburant	191 901 400	188 623 739
Eau	22 371 384	33 518 263
Electricité	113 588 319	107 426 323
Bonification d'électricité	305 709 795	644 120 091
Petits matériels et outillages	28 044 450	31 792 652
Fournitures administratives	13 480 394	32 012 223
Fournitures entretien véhicules	32 369 901	39 565 871
Autres matières et fournitures	72 633 138	214 118 347
Fournitures informatiques	13 362 608	17 259 505
Autres	20 016 069	15 320 382
	1 373 144 470	2 050 124 182
variation de stock	642 853 429	-244 614 446
TOTAL	2 015 997 899	1 805 509 736

Les autres achats et variation ont connu une augmentation de 12% par rapport à 2017 due essentiellement à une consommation importante des pièces de rechange.

13.4 Transports

Cette rubrique de 24 millions de francs CFA au 31 décembre 2018, a enregistré essentiellement les frais d'affranchissement de courriers et les achats de billets d'avion pour les voyages à l'étranger dans le cadre de missions professionnelles ou de formations.

13.5 Services extérieurs

Les services extérieurs ont évolué comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
Impression et reprographie	15 680 167	12 608 290
Travaux services exécutés	220 870 318	156 716 490
Locations	452 267 025	215 614 634
Entretiens et maintenance	3 759 157 430	382 696 227
Assurances	568 243 874	559 143 968
Etudes et recherches	1 834 941 501	
Publicité, Publication et relations publiques	286 229 042	233 283 956
Frais de télécommunications	139 310 282	170 842 205
Services bancaires	531 701 905	1 449 380 571
Rémunérations Interm. & Conseil	409 627 823	313 027 314
Frais de formation et Stages	70 438 488	49 806 485
Frais formation agents CEB au CFPP	45 575 125	14 950 000
Frais organisation formation CFPP	6 404 100	13 112 650
Cotisations	114 675 252	129 594 661
Réceptions	55 582 018	60 643 289
Mission inter communauté	247 987 656	270 955 656
Mission hors communauté	45 731 840	54 062 227
Hébergement mission	32 233 965	37 929 678
Autres	30 325 956	16 165 474
	8 866 983 767	4 140 533 775

La forte augmentation du poste services extérieurs en 2018 s'explique essentiellement par l'impact des dispositions du SYSCOHADA-Révisé : notamment la réintégration progressive des frais de réparation des turbines à gaz initialement mis en charges immobilisées et le non transfert en charges à répartir des frais d'études et recherches.

13.6 Impôts & taxes

Ils comprennent essentiellement les péages, les droits d'enregistrement, les taxes aéroportuaires.

13.7 Autres Charges

Les autres charges chiffrées à 5 166 millions de francs CFA reflètent d'une part les dispositions du SYSCOHADA-Révisé qui préconisent le reclassement de certains comptes. C'est le cas des pertes de change sur les créances et dettes commerciales d'un montant de 4 399 millions de FCFA et la provision constituée sur les pertes de change potentielles des dettes fournisseurs pour 305,5 millions de FCFA. D'autre part, ce compte

 enregistre les frais liés aux activités de la Haute Autorité et du Haut Conseil Interétatique pour 458 millions de francs CFA.

13.8 Charges de Personnel

Les charges de personnel s'analysent comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
Rémunération du personnel	4 912 688 092	4 715 767 167
Avantage en nature	474 808 245	832 743 830
Charges sociales	1 080 182 770	1 270 282 374
TOTAL	6 467 679 107	6 818 793 371

Les avantages en nature sont constitués de bonification de carburant et d'électricité qui y ont été transférés. La baisse de 5% par rapport à 2017 reflète la régularisation de la valeur réelle des consommations en prépayé du quota d'électricité du personnel effectuée en 2017. Les comptes de 2018 ont enregistré la consommation réelle de l'exercice.

13.9 Dotations aux amortissements et aux provisions

Le montant de la rubrique de 7 870 millions de francs CFA s'analyse comme suit

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
Dotations aux amorti. charges immobilisées		3 222 790 754
Dotations aux amorti. Immobi. Incorporables	5 930 688	24 725 172
Dotations aux amort. Immobil. Corporelles	6 295 058 592	6 984 847 601
Dotations aux Provisions	1 569 169 276	577 265 665
TOTAL	7 870 158 556	10 809 629 192

La diminution de 27% de cette rubrique est due essentiellement à la suppression des charges immobilisées par le nouveau référentiel comptable SYSCOHADA-Révisé d'où la non dotation aux amortissements des charges immobilisées.

14. PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers se détaillent comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
Revenus financiers	176 222 777 (a)	269 792 811
Gains de change	25 016 601 (b)	4 556 737 654
Reprise de provisions	0	1 401 047 049
Total	201 239 378	6 227 577 514

(a) Il s'agit essentiellement des intérêts sur les dépôts à terme constitués en contrepartie des garanties accordées par les banques.

(b) Il s'agit des gains de change réalisés sur les opérations financières en devises.

15. CHARGES FINANCIERES

Les charges financières s'analysent comme suit :

DESIGNATION	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
Frais financiers	4 823 120 347 (a)	5 291 489 185
Pertes de change	91 577 483 (b)	1 630 858 422
Dotations aux Amort. Et Provisions	552 422 514 (c)	-
Total	5 467 120 344	6 922 347 607

(a) Les frais financiers sont constitués essentiellement des charges d'intérêts sur emprunts, les frais de découverts dans les banques, les commissions de garantie des emprunts.

(b) Il s'agit des pertes de change relatives aux emprunts libellées en devises.

(c) Ce compte enregistre la dotation complémentaire pour la provision constituée pour les risques de perte de change sur les emprunts en devises.

16. Produits de cession des immobilisations

Le montant de la rubrique de 39 millions de francs CFA représente le produit des cessions des véhicules usagés pour 38 millions de FCFA et de divers autres matériels mis au rebut.

17. Autres produits HAO

Ils sont constitués essentiellement des reprises hors activités ordinaires de 248 millions de francs CFA représentant les reprises des quotes-parts des écarts de réévaluation.

18. QUELQUES RATIOS SIGNIFICATIFS

18.1 Les ratios

DESIGNATION	2018	2017	2016	2015	2014	NORMES
<u>RATIO D'ENDETTEMENT</u>						
<u>Dettes financières et Ressourc. Assimilées</u> Ressources Stables	0,77	0,80	0,80	0,79	0,73	= 0,5
<u>RATIO AUTONOMIE FINANCIERE</u>						
<u>Capitaux Propres et Ressourc. Assimilées</u> Total Passif	0,15	0,13	0,12	0,13	0,18	> 0,20
<u>RATIO DE CAPACITE DE REMBOURS.</u>						
<u>Dettes Financ. Et Ressourc. Assimilées</u> Capacite d'Autofinanc. Globale (Avec CAFG>0)	9,17	14,88	-	16,25	20,4	< 4 (années)
<u>RATIO DE LIQUIDITE GENERALE</u>						
<u>Actif Circulant+Trésorerie Actif</u> Passif Circulant+Trésorerie Passif	0,80	0,7299072	0,9	1,05	1,3	> 1
<u>RATIO DE RENTABILITE</u>						
<u>Résultat de l'exercice</u> Chiffre d'Affaires TTC	0,05	-0,025	-0,17	-0,018	0,004	> 0
<u>RATIO D'EQUILIBRE FINANCIER</u>						
<u>Fonds de Roulement</u> Besoin de Financement Global	1,0	1	0,8	0,956	0,9	> 0,6

18.2 Commentaire sur les ratios

Ratios d'endettement, ratio d'autonomie financière

Ces ratios mesurent l'importance du financement propre par rapport à l'endettement et permettent d'apprécier l'autonomie financière de l'entreprise.

Les ratios d'autonomie et d'endettement déterminés sur les 5 années montrent une légère amélioration par rapport aux deux dernières années.

Cette amélioration de l'autonomie financière et de la capacité d'endettement découle du résultat positif enregistré en 2018 malgré l'augmentation des dettes à long et moyen terme contractées dans le cadre des projets.

Ratio d'équilibre financier

Ce ratio permet de porter un jugement sur l'équilibre financier de l'entreprise.

Le ratio d'équilibre déterminé sur la période montre que l'équilibre financier s'est nettement amélioré en 2018.

Ratio de capacité de remboursement

La capacité de remboursement de la CEB s'est nettement améliorée et est passée de 15 ans en 2017 à 9 ans en 2018. Cependant des efforts restent à faire pour atteindre la norme de 4 ans.

Ratio de liquidité générale

Le ratio de liquidité générale est passé de 0,7 en 2017 à 0,8 en 2018 et indique que la solvabilité à court terme de la CEB s'est légèrement améliorée

Ratio de rentabilité

Ce ratio mesure les performances financières de l'entreprise.

Le ratio calculé montre qu'en 2018, l'activité de la CEB a été rentable.

19. ANALYSE DU RESULTAT

Les activités de l'exercice 2018 se sont soldées par un bénéfice de 6 839 millions de francs CFA contre un déficit de 2 796 millions de francs CFA en 2017.

Cette nette amélioration du résultat provient principalement :

- de l'augmentation significative des volumes d'énergie importée de la TCN dans un contexte de baisse des prix d'achat (6,883 US cents par KWh en 2018 contre 7,302 US cents par KWh en 2017) grâce aux économies d'échelle ;
- de l'augmentation significative des volumes d'énergie importée de la VRA dans un contexte de baisse des prix d'achat (7,9 US cents par KWh en 2018 contre 8,879 US cents par KWh en 2017) compte tenu de la renégociation des conditions d'approvisionnement ;
- de la réduction significative de l'énergie thermique produite par les TAGs au profit des importations en provenance de la VRA et de la TCN (72,7 GWh en 2018 contre 265,9 GWh en 2017) ;
- de l'abandon de l'énergie importée de la CIE la source la plus chère environ 75 FCFA par KWh ;
- de la tarification du transit de l'énergie en vue d'absorber les surcoûts indûment supportés par la CEB notamment les pertes techniques et les autres coûts liés au service de transit.

4 POINT D'EXECUTION DU BUDGET 2018

- 4.1 Revue des hypothèses de base du Budget 2018
- 4.2 Budget d'Exploitation 2018
- 4.3 Budget des Investissements 2018

4.1 Revue des hypothèses de base du Budget 2018

Le tableau ci-après récapitule les hypothèses ayant servi de base à l'élaboration du Budget 2018 ainsi que leur réalisation au 31 décembre 2018.

Hypothèses de base du budget 2018

DONNEES	PREVISIONS 2018	REALISATION 31/12/2018	TAUX DE REALISATION		
TAUX DE CHANGE MOYEN DU DOLLAR US (FCFA)	600	602,782 (min 590 / max 628)			
REPARTITION DE LA DEMANDE (GWh)	1 989,0	2 112,2	106,2%		
PARC CEB	267,0	268,9	100,7%		
NANGBETO	150,0	196,2	130,8%		
TAG LOME au Gaz	12,0	10,0	83,6%		
TAG MARIA GLETA au Gaz	105,0	62,7	59,7%		
IMPORTATIONS	1 722,0	1 843,2	107,0%		
TCN	1488,0	1458,3	98,0%		
VRA	230,0	385,0	167,4%		
CIE	0,0	0,0	0,0%		
ECG	4,0	0,0	0,0%		
REPARTITION DE L'OFFRE (GWh)	1 889,6	1 921,9	101,7%		
BENIN	931,5	840,5	90,2%		
SBEE	858,7	784,4	91,3%		
SCB-LAFARGE	72,8	56,2	77,2%		
NOCIBE	0,0	0,0			
TOGO	954,1	1 076,2	112,8%		
CEET	690,1	867,4	125,7%		
SNPT	59,4	49,8	83,9%		
WACEM	104,5	61,3	58,7%		
SCANTOGO	100,1	97,6	97,5%		
BURKINA FASO	4,0	5,2	129,0%		
SONABEL	4,0	5,2	129,0%		
COÛT DE PRODUCTION DU kWh	FCFA				
NANGBETO	17,9	14	78%		
TAG LOME au Gaz	54	60	111%		
TAG MARIA GLETA au Gaz (coût combustible)	54	76	141%		
PRIX D'ACHAT ET D'IMPORTATION DU kWh	US cent	FCFA	US cent	FCFA	
TCN	8,000	48	6,883	41	86,4%
VRA	7,900	47	7,900	48	100,5%
GRIDCo transport VRA et transit CIE	1,598	10	1,682	10	105,8%
CIE		65		65	
NIGELEC					
ECG	20,20	121			
PRIX DE VENTE DU kWh	FCFA	FCFA			
SBEE ET CEET	58	58			100%
CLIENTS INDUSTRIELS	65	65			100%
SONABEL	58	58			100%
PRIX DU TRANSPORT					
CEET ET SBEE	10	10			100%

La réalisation des hypothèses de base du budget 2018 montre qu'au niveau de l'offre d'énergie électrique, les clients ont été satisfaits en moyenne à 101,7% des quantités budgétisées.

Pour satisfaire cette demande, la TCN a fourni 98% de ses prévisions, Par contre la VRA (167,4%) et la Centrale de Nangbeto (130,8%) ont été sollicitées plus que prévu pour pallier le déficit d'énergie en provenance de la TCN et des TAGs. Les TAGs ont été très peu sollicitées en raison des contraintes techniques. Elles n'ont fourni que 27,2% de leurs prévisions.

En ce qui concerne les prix d'achat et d'importation du kWh, ils sont restés en-dessous des prévisions pour TCN (6,883 US cents contre 8 US cents prévu) et stables pour VRA (7,900 cents) et GRIDco (1,682 cents) par rapport aux prévisions. La légère augmentation du cours du dollar au cours de l'exercice soit 602,78 FCFA contre 600 FCFA prévu a entraîné la hausse du prix en CFA pour VRA.

4.2 Budget d'exploitation

4.2.1 Réalisation des Produits au 31 décembre 2018

LIBELLES	BUDGET 2018 (A)	REALISATIONS AU 31 DECEMBRE 2018	ECART (A)-(B)	TAUX DE REALISATION B/A
VENTES D'ENERGIE	121 122,8	123 496,0	-2 373,1	102,0%
PRODUITS ACCESSOIRES	37,0	548,2	-511,2	1481,6%
AUTRES PRODUITS	450,0	1 208,8	-758,8	268,6%
REV.FINANCIERS ET PROD. ASS.	300,0	201,2	98,8	67,1%
TOTAL PRODUITS	121 909,8	125 454,2	-3 544,4	102,9%

Les réalisations des produits au 31/12/2018 se chiffrent à 125 454,2 millions de FCFA contre une prévision de 121 909,8 millions de francs CFA soit un écart favorable de 3 544,4 millions de francs CFA. Ceci s'explique essentiellement par les ventes qui ont été réalisées au-dessus des prévisions notamment au niveau de la CEET.

N.B : les comptes de produit « Transfert de Charges » (474,8 millions de FCFA), « reprise de provisions financières pour charge (2 321,5 millions de FCFA) ne sont pas gérés par le budget et n'ont pas été pris en compte dans la réalisation des produits.

4.2.2 Réalisation des Charges au 31 décembre 2018

LIBELLES	BUDGET 2018 (A)	REALISATIONS AU 31 DECEMBRE 2018 (B)	ECART (A)-(B)	TAUX DE REALISATION B/A
ACHATS ET VARIATION DE STOCKS	92 992,6	86 670,2	6 322,3	93,2%
TRANSPORTS	70,2	22,4	47,8	31,9%
SERVICES EXTERIEURS	7 187,8	8 583,2	-1 395,5	119,4%
IMPOTS ET TAXES	7,7	6,3	1,3	82,8%
AUTRES CHARGES	1 687,0	4 856,6	-3 169,6	287,9%
CHARGES DU PERSONNEL	5 936,7	5 860,0	76,7	98,7%
FRAIS FIN. & CHARGES ASSIMILEES	5 802,6	4 914,7	887,9	84,7%
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	8 176,5	6 301,0	1 875,5	77,1%
TOTAL CHARGES	121 861,0	117 214,4	4 646,6	96,2%

En activités ordinaires, le total des charges se chiffre à 117 214,4 millions contre une prévision de 121 861 millions de francs CFA soit un écart favorable de 4 646,6 millions de francs CFA qui s'explique par les niveaux de réalisation des rubriques suivantes :

- les achats et variation de stocks qui ont connu un écart favorable de 6 322,3 millions de FCFA dû au niveau de réalisation des achats d'énergie et de gaz en corrélation avec la baisse du prix d'achat au niveau de TCN et des problèmes techniques au niveau des TAGs ;
- les services extérieurs avec un écart défavorable de 1 395,5 millions de FCFA ;
- les autres charges avec un écart défavorable de 3 169,6 millions de FCFA dû aux pertes de change sur les dettes fournisseurs ;
- les frais financiers et charges assimilées avec un écart favorable de 887,9 millions de FCFA
- les dotations aux amortissements avec un écart favorable de 1 875,5 millions de FCFA

N.B : les comptes de charges suivants ne sont pas gérés par le budget et n'ont pas été pris en compte dans la réalisation des charges :

- Dotations aux provisions pour congés payés et avantage en nature pour 597,4 millions de FCFA ;
- Dotations aux provisions pour risques et charges et pour dépréciation des immobilisations pour 1 569,2 millions de FCFA ;
- Dotations aux provisions financières pour risques et charges pour 552,4 millions de FCFA ;
- Autres charges pour 305,5 millions de FCFA correspondant aux provisions pour risque à court terme.

4.3 Budget des investissements

4.3.1 Réalisation des Investissements d'Equipements au 31 décembre 2018

Prévues au budget 2018 pour un montant total de 641 millions de FCFA, les dépenses en investissements d'équipements engagées au 31 décembre 2018, s'élèvent à 48 millions de FCFA soit 7,5% des prévisions contre un taux de 5,5% en 2017.

Les investissements réalisés sont récapitulés dans le tableau ci-après :

DESIGNATIONS	BUDGET	REALISATION	SOLDE	Taux de réalisation
	2018	31/12/2018	31/12/2018	
Logiciels	206 400 000	3 279 785	203 120 215	1,59%
Terrains et aménagements de terrains	88 500 000	0	88 500 000	0,00%
Batiments Administratifs				
Bâtiments industriels	26 000 000	0	26 000 000	0,00%
Autres bâtiments	46 500 000	0	46 500 000	0,00%
Installation générale, agencement, aménagement divers	83 960 000	25 146 023	58 813 977	29,95%
Autres matériels et outillages divers	75 850 000	8 986 250	66 863 750	11,85%
Equipements Electriques de puissance	0	0	0	0,00%
Equipements de protection & mesure	57 000 000	0	57 000 000	0,00%
Matériel et mobilier de bureau	8 760 000	3 573 578	5 186 422	40,79%
Matériel et mobilier de logement	2 500 000	3 096 250	-596 250	123,85%
Matériel de transport	20 600 000	0	20 600 000	0,00%
Matériel informatique	24 920 000	3 889 250	21 030 750	15,61%
TOTAL	640 990 000	47 971 136	593 018 864	7,48%

Tableau 6 : Récapitulatif des Investissements d'Equipements au 31 décembre 2018 (en FCFA)

Les postes du budget des investissements d'équipement qui ont connu des réalisations significatives sont :

- *Installation Générales Agencement, aménagement divers*, avec un taux de réalisation de 30% a enregistré essentiellement les achats et installations de climatiseurs et de combinés téléphoniques ;
- *Autres matériels et outillage divers*, réalisé à hauteur de 11,9% a enregistré l'achat d'un groupe électrogène, d'un nettoyeur haute pression et d'une tondeuse électrique ;
- *Matériel informatique*, réalisé à hauteur de 15,6%, concerne l'achat de divers imprimantes et scanners.

4.3.2 Réalisation des Investissements industriels au 31 décembre 2018

- Budgétisé en 2018 pour un montant de 50,768 milliards de FCFA dont 42,168 milliards de FCFA représentant la part des Bailleurs de fonds, 0,871 milliards de FCFA pour les banques commerciales et 7,729 milliards de FCFA pour la part CEB, les Investissements Industriels ont été réalisés au 31 décembre 2018 à hauteur de 12,892 milliards de FCFA correspondant à 11,796 milliards de FCFA pour la part des Bailleurs de fonds, 673 millions de FCFA pour la part des banques commerciales et 423 millions de FCFA pour la part CEB, soit un taux de réalisation de 25,4% (5,5% part CEB, 77,3% part Banques commerciales et 28% part des Bailleurs de fonds) contre un taux de réalisation de 22,5% (16,8% part CEB, 6,7% part banques commerciales et 17,4% part des Bailleurs de fonds) au 31 décembre 2017.

- Ce taux de réalisation des investissements industriels au 31 décembre 2018 relativement faible résulte essentiellement du non-démarrage de la plupart des projets prévus au budget du fait des difficultés de trésorerie et des difficultés liés à la mobilisation des financements de certains projets.

- Les réalisations des Investissements Industriels au 31 décembre classés en deux groupes sont récapitulées ci-après :

DESIGNATION	BUDGET 2018				REALISATION FINANCIERES AU 31/12/2018							
	TOTAL	Bailleurs	Banques Commerç	CEB	TOTAL	%	Bailleurs	%	Banques Commerç	%	CEB	%
Projets en cours d'exécution ou en voie d'achèvement	35 876	31 751	871	3 254	12 892	35,9%	11 796	37,2%	673	77,3%	423	13,0%
Projets non démarrés	14 893	10 417	0	4 476	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TOTAL	50 768	42 168	871	7 729	12 892	25,4%	11 796	28,0%	673	77,3%	423	5,5%

Tableau 7 : Récapitulatif des Investissements Industriels au 31 décembre 2018 (en million de FCFA)